



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République du Sénégal

Projet d'Appui aux Filières Agricoles (PAFA)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 22 – 31 mai 20-13
Date du document: 15/06/2013
No. du Projet: 1414
No. du rapport: 3432-SN

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	iv
A. Introduction	5
B. Vue d'ensemble de l'exécution du PROMER II	6
C. Produits et effets	8
D. État d'avancement de l'exécution du PROMER II	11
E. Aspects fiduciaires	12
F. Durabilité	19
G. Autres	20
H. Conclusion	23

Liste des tableaux

- Tableau 1 : Recommandation relative à la vue d'ensemble du projet
- Tableau 2 : Recommandations relatives à l'état d'avancement du projet
- Tableau 3 : Recommandations relatives aux aspects fiduciaires
- Tableau 4 : Recommandation relative à la durabilité
- Tableau 5 : Recommandation relative au suivi et évaluation
- Tableau 6 : Recommandations relatives au genre

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet de promotion de l'entrepreneuriat rural – Phase II et notes attribuées	6
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	Erreur ! Signet non défini.
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	Erreur ! Signet non défini.
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	Erreur ! Signet non défini.
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	Erreur ! Signet non défini.
Appendice 6: Application des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement	
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	Erreur ! Signet non défini.

Liste des Abréviations

ANCAR	Agence Nationale de Conseil Agricole et Rurale
APD	Avant Projet Détaillé
ARD	Agence Régionale de Développement
ASC	Association Sportive et Culturelle
BFPA	Bureau de la Formation Professionnelle et Agricole
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BPA	Bonnes Pratiques Agricoles
CAR	Conseiller Agricole et Rural
CDF	Centres de Développement Filières
CEF	Conseiller en Exploitation Familiale
CGM	Comité de gestion et de maintenance
CNCAS	Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal
CRETEF	Centre d'Enseignement Technique et Féminin
CRJ	Conseil Régional de la Jeunesse
DAPSA	Direction de l'Analyse et de la Prévision des Statistiques Agricoles
DRDR	Direction Régionale de Développement Rural
DRF	Demande de Retrait de Fonds
ECD	Etats Certifiés de Dépenses
FADEF	Fédération des Associations pour le Développement des Femmes
FEM	Fonds de l'Environnement Mondial
FIDA	Fonds Internationale de Développement Agricole
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GYIN	Global Youth Innovation Network
ISRA	Institut Sénégalais de Recherche Agricole
MAER	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
OFID	OPEC Fund for International Development
OM	Organisation de Marché
OP	Organisation de Producteurs
OPB	Organisation de Producteurs à la Base
ORCAV	l'Organisme Régional de Coordination des Activités de Vacances
PAFA	Projet d'Appui aux Filières Agricoles
PROMER	Projet de Promotion de l'Entreprenariat Rural
PPAAO	Programme de productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
PTBA	Plan Technique Budgétaire Annuelle
RAF	Responsable Administratif et Financier
RSE	Responsable Suivi Evaluation
SADC	Services d'Appui au Développement Communautaire
SADL	Service d'Appui au Développement Local
SAFIR	Service d'Appui aux Finances Rurales
SE	Suivi Evaluation
SDDR	Service Département de Développement Rural
SG	Sécrétariat Général
SPAM	Sous Projet Accès au Marché
TDR	Termes de Référence
SPDF	Sous Projet Développement des Filières
UCP	Unité de Coordination du Projet

A. Introduction¹

1. Une mission du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) s'est déroulée au Sénégal du 22 au 31 mai 2012 pour assurer la supervision du PAFA. Cette mission avait pour objectifs de: i) examiner la mise en œuvre des recommandations de la supervision de décembre 2012 ; (ii) faire l'état des lieux des OP appuyées par le projet en les catégorisant en OPB, Unions, GIE et en déterminant, dans la mesure du possible, leur niveau de maturité ; (iii) apprécier l'évolution du nombre de ménages bénéficiaires de chaque SPAM, de l'évolution du niveau de production et des revenus ; (iv) faire l'état des lieux sur la mise en œuvre de sous-projets d'accès aux marchés à travers la contractualisation entre les Organisations de Producteurs (OP) et les Opérateurs de Marché (OM); (v) apprécier la compétence des OP à fournir les services attendus par les ménages membres (préparation et soumission de sous-projets, contractualisation avec les fournisseurs et acheteurs, gestion des marchés d'acquisition, gestion de l'épargne des ménages, groupage des produits à commercialiser ; (vi) examiner le fonctionnement du système de suivi - évaluation (collecte des informations, structures impliquées, fréquence de la collecte, compilation, traitement/analyse, diffusion, etc.) ainsi que la désagrégation des données selon le genre et l'âge ; Apprécier la qualité des informations fournies par le S\$E ; (vii) apprécier la prise en compte des aspects genre dans la mise en œuvre des SPAM à travers la contractualisation OP/OM, plus particulièrement le financement des SPAM bénéficiant aux jeunes et des femmes ou le financement des SPAM portés par les jeunes et les femmes ; et (viii) apprécier l'accès aux intrants pour les jeunes et les femmes.

2. A son arrivée à Dakar, la mission a rencontré les principaux partenaires du projet à savoir : le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Tutelle technique du projet), le Ministère de l'Économie et des Finances (Représentant de l'Emprunteur) et les partenaires œuvrant dans le développement agricole et rural (Coopération espagnole, l'Union Européenne, etc.).

3. La mission s'est rendue dans les régions de Kaolack, Diourbel, et de Kaffrine où elle a rencontré les autorités administratives et locales. Elle a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Gestion du Projet (UCP). Sur le terrain, la mission a visité certaines réalisations, s'est entretenue avec les bénéficiaires et les autres acteurs concernés et a recueilli leurs avis et suggestions qui ont servi de base à cet Aide-Mémoire. Concrètement, elle a visité la Table filière Niébé de Diourbel; le périmètre de Sambé (équipement solaire, 6 ha, 30 membres ; le GIE des Handicapés de Babagarage (20 poulaillers, 20 femmes) ; et la Fédération des productrices et transformatrices de Nganda (production de maïs).

4. Après la visite de terrain, une réunion s'est tenue à Kaolack au siège du projet le 29 mai 2013 pour présenter les principales conclusions et recommandations de la mission à l'équipe du projet. A Dakar, une réunion de restitution s'est tenue le 18 juin 2013 au Ministère de l'Économie et des Finances. Elle a été présidée par la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF) et avait pour objet de présenter les principales conclusions de la mission aux différentes parties prenantes à la mise en œuvre du projet. Le présent Aide-mémoire fait le point des principales conclusions et recommandations de la mission et intègre les commentaires du Gouvernement et des différents partenaires du projet.

5. La mission exprime ses remerciements aux Autorités Sénégalaises, notamment les responsables des Ministères de l'Agriculture (Cabinet, SG, DAPS), de l'Économie et des Finances, les Autorités Administratives, les cadres du projet et les bénéficiaires de la région de Kaolack pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

^{1/} La mission était composée de Monsieur Luyaku Loko Nsimpati, Chargé de Portefeuille du FIDA pour le Sénégal, Chef de mission, Madame Dounamba Konaré, Assistante de Programme FIDA du Sénégal, Monsieur Moulaye Idrissa Tera, Consultant FIDA, Expert Analyste administration, finance et comptabilité, Monsieur Matuvanga Keyita, Consultant FIDA, Responsable des aspects agronomiques et de la rédaction du rapport de supervision; Mlle Awa Caba et Monsieur Moustapha Waly Diouf, Représentants de Global Youth Innovation Network (GYIN) pour les jeunes. Le Gouvernement Sénégalais était représenté par Monsieur Cheikh Sadibou Pene, Cadre du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER). Monsieur Semou Diouf, Coordonnateur du PAFA et ses collaborateurs ont participé à la mission.. Les journalistes des organes de presse dans la zone d'intervention du projet (Agence de presse sénégalaise, Sud FM, Sud Quotidien, RFM et la RTS) ont également accompagné la mission sur le terrain.,

B. Vue d'ensemble de l'exécution du Projet

6. L'objectif de développement du PAFA est d'améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées. Il couvre les régions de Kaolack, Diourbel, Fatick et Kaffrine.

7. Le projet a touché directement 13 150 ménages ruraux vulnérables à l'insécurité alimentaire soit 94 % par rapport à l'objectif de la pré évaluation qui est de 14 000 ménages. Le PAFA a atteint des résultats très significatifs dans l'augmentation des rendements du mil, du sorgho, du niébé, du sésame, du bissap et du maïs grâce à l'utilisation systématique des semences certifiées, des engrais de qualité, l'adoption des bonnes pratiques agricoles par les producteurs et productrices, et le suivi de proximité des activités par les services déconcentrés de l'État (DRDR/SDDR), les CEF et les CAR. L'augmentation des rendements est également due à un accès garanti au marché non traditionnel (agro-industriels et unités de transformation) des producteurs à travers la contractualisation commerciale entre les OP et les OM pour la vente des excédents de production avant le démarrage de la campagne agricole, à des prix négociés et rémunérateurs. À quatre (4) mois de la revue à mi-parcours prévue pour septembre 2013, les indicateurs de performance et des résultats du projet sont en phase d'être atteints.

8. Les appuis du PAFA ont permis une augmentation des superficies emblavées et de la production des cultures soutenues dans la zone d'intervention du projet. En effet, pour la campagne agricole 2012/2013, les superficies emblavées sont de 5276 ha pour le mil (2751 ménages) pour une production d'environ 7100 tonnes. Elles sont de l'ordre de 1600 ha pour le sésame (1444 ménages) pour une production d'environ 750 tonnes. Dans la région de kaffrine, les superficies emblavées en sésame par les OP partenaire du projet (528 ha) représentent 14.5% des superficies emblavées et la 23.5% de la production de sésame de la région. Pour le niébé, environ 1090 ha (1090 ménages) ont été emblavés pour une production d'environ 660 tonnes. S'agissant du bissap, 266 ha ont été emblavés (562 ménages) pour une production de près de 80 tonnes attendues. Les superficies emblavées par les OP partenaires du PAFA représentent 51% des surfaces emblavées en bissap dans la région de Kaolack. Quant au maïs, 382 ha (382 ménages) ont été emblavés pour une production d'environ 573 tonnes. Enfin, en ce qui concerne le sorgho, 40 ha (40 ménages) ont été emblavés pour une production de près de 100 tonnes.

9. L'augmentation de cette production a été rendue possible grâce à l'utilisation systématique des semences certifiées (84 tonnes), des fertilisants (1336 tonnes de NPK, 936 tonnes d'urée, 266 tonnes de biofertil pour le bissap), du matériel agricole fonctionnel (480 semoirs, 360 houes sine et 10 houes occidentale) et l'appui d'un système de conseil rural cohérent composé des Conseillers à l'Exploitation familiale et les CAR dotés de guides illustrés de bonnes pratiques agricoles et de plans de démultiplication des BPA en direction des producteurs et productrices.

10. Les rendements moyens de toutes les cultures ciblées par le projet ont significativement augmenté par rapport aux rendements moyens dans la zone d'intervention, grâce à l'appui du projet. Ils sont passés de 653 kg/ha à 1267 kg/ha pour le mil, soit une augmentation de 94 %; de 300 kg/ha à 466,5 kg/ha pour le sésame, soit une augmentation de 56%. Pour le niébé, le rendement est passé de 350 kg/ha à 606,7 kg/ha, soit une augmentation de 73%. Concernant le maïs, le rendement moyen est passé de 1359 kg/ha à 2420 kg/ha, soit une augmentation de 78% et enfin pour le sorgho ce rendement est passé de 965 kg/ha à 2520 kg/ha, soit une augmentation de 161%.

11. Concernant l'aviculture villageoise améliorée, près de 850 ménages (60 ménages dirigés par des personnes handicapées physiques) ont été touchés dont 68,9% de femmes adultes, 23,2% de filles, 4,2% de jeunes garçons et 3,7% d'hommes adultes. Les appuis du projet ont largement contribué à l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages (1860 poulets et 2 977 œufs autoconsommés) et à l'augmentation des revenus à travers la commercialisation de 1869 sujets et de 2008 œufs. Ces résultats ont été possibles grâce à l'adoption des bonnes pratiques d'élevage, l'amélioration de l'habitat (avec un poulailler muni d'une poussinière, d'un parc, d'un local de quarantaine, de couvoirs et de perchoirs) et la préparation de l'alimentation par les femmes bénéficiaires du projet à partir des matières premières disponibles dans la zone : les céréales, les farines organiques, les tourteaux et d'autres matières premières telles que les coquillages et coquilles, les os, le charbon, le sel, les feuilles et fruits d'arbres et d'arbustes, l'herbe, pour compléter la

ration alimentaire. Cette bonne pratique d'élevage a sensiblement amélioré la productivité des poules en passant d'une moyenne de 2 poussins à 7 poussins. Par exemple, Mme Faye productrice à Koné Sérère a vu son cheptel de poules augmenter de 10 sujets à 100 sujets en l'espace de 20 mois.

12. Pour faciliter aux ménages un accès garanti à l'eau pour la production horticole, le projet a réhabilité, 40,25 ha exploitées par 595 ménages (dont 11,1% filles, 60% femmes adultes, 4,5% jeunes et 24,4% hommes). Pour une meilleure valorisation de ces périmètres, le projet a mis en place des pompes solaires dans 4 périmètres pour alléger le système d'exhaure de l'eau et réduire les charges exorbitantes liées à l'électricité (environ 60% du coût d'exploitation). L'utilisation du solaire a permis la relance de l'exploitation des périmètres de Ndobène, de Darou Keur Balla et de Maka Mbaye, autrefois abandonnés par les femmes. L'utilisation du solaire a permis d'augmenter (i) les rendements et la production; (ii) les surfaces exploitables; et (iii) le retour des jeunes notamment dans les villages de Sambé et de Maka Mbaye.

13. Pour faciliter l'accès des petits producteurs aux marchés, 112 contrats commerciaux entre les OP et les OM ont été signés. Les contrats ont permis de commercialiser 561,2 tonnes de mil, 14 tonnes de sorgho, 374 tonnes de sésame, 96,4 tonnes de niébé, 2,3 tonnes de bissap et 238,2 tonnes de maïs. Ces contrats ont permis d'améliorer les relations de confiance entre les producteurs et les opérateurs de marché et la transparence dans les filières. Les contrats s'inscrivent déjà dans la durée. En effet, les couples OP/OM constitués durant la première année de mise en œuvre en 2011 ont été reconduits à 100% durant la deuxième année et les quantités de ventes contractuelles ont été de loin (parfois le double) plus élevées que celles de la première année. Les crédits mobilisés pour la commercialisation par les OP à travers le SAFIR (93 000 000 F CFA) et autres institutions de financement (72 000 000 FCFA) ont été remboursés à 100%, grâce au système d'épargne crédit mis en place par le projet. Toutefois, le projet devra continuer à sensibiliser davantage et à renforcer les capacités de tous les acteurs des chaînes de valeurs ciblées sur la nécessité et l'importance de respecter les engagements contractuels.

14. Le projet a consolidé 7 unités de transformation de produits agricoles (Établissement Keur Yaye Aby Ndao, GIE Mame Diarra Bousso, GIE Kharitu Xaleyi, REFABEC, la Centrale d'Achat de Touba Toul, les Femmes transformatrices de Sokone, l'Union Régionale des Femmes coopératrices de Kaolack) par l'acquisition d'équipements et d'autorisations FRA. Au total, le projet a appuyé ces 7 unités à obtenir des Autorisations de Fabrication (FRA) pour trente-cinq (35) produits conformément aux normes de qualité et d'hygiène. Les autorisations vont ouvrir des débouchés supplémentaires à ces unités. Les unités de transformation ont acquis 3 moulins, 5 séchoirs, 4 épierreuses qui vont augmenter leurs capacités de production et améliorer la qualité des produits. L'offre en produits locaux transformés étant encore très inférieure à la demande, les produits transformés sont facilement écoulés même sur le marché local et constituent une source importante de diversification de revenus pour les femmes.

15. Le PAFA a facilité la mise en place de 4 tables de concertation filière (Mil/sorgho, niébé, sésame et bissap). Ces tables sont aujourd'hui opérationnelles. Elles disposent de siège fonctionnel, de plans de développement filières, de plan d'action annuel, d'un réseau de partenaires stratégiques comme l'ISRA (semences de pré-base), l'Ancar (conseil agricole), les DRDR (suivi et contrôle), INP (fertilité des sols). Les différents maillons des filières (vendeurs d'intrants, producteurs, institutions financières, transformateurs, opérateurs de marchés, etc.) sont représentés dans les tables filières. Les tables filières niébé et bissap sont dirigées par des femmes et la table filière sésame par un jeune. Ces tables commencent déjà à prendre en charge leurs frais de fonctionnement à travers les droits d'adhésion (entre 25 000 à 35 000 FCFA) et les cotisations annuelles (15 000 à 25 000 FCFA) des membres; ce qui est un gage de leur pérennisation. Pour garantir un bon fonctionnement de ces tables, le projet devra continuer à sensibiliser davantage les différents acteurs des filières et à renforcer la capacité tant technique et de gestion de tous les acteurs impliqués à chaque maillon de la chaîne sur le respect des engagements contractuels.

16. En ce qui concerne les infrastructures d'appui à la production, 20 Centres de Développement Filières (CDF) ont été construits et équipés dont 9 de 60T et 11 de 120T. Chaque CDF est composé d'une salle de collecte, d'une salle polyvalente, d'un point service qui sert de bureau de l'OP et du Comité de gestion et des toilettes pour hommes et pour femmes. Les CDF sont équipés de balances, palettes, mobiliers de bureau et de système d'éclairage solaire. Avec ces infrastructures, les acteurs

des filières disposent aujourd'hui d'une capacité de stockage supplémentaire de 1920 tonnes. Pour assurer une gestion efficiente de ces infrastructures, les comités de gestion et de maintenance (CGM) des CDF sont mis en place et leur formation a démarré avec l'appui des Services d'Appui au Développement Communautaire (SADC). Le plan de formation a été élaboré par le Bureau de la Formation Professionnelle et Agricole (BFPA) en collaboration avec les CGM, les OP, les élus locaux et les services techniques déconcentrés de l'État.

17. En matière d'innovations, le projet a développé des innovations très intéressantes notamment (i) la farine enrichie pour les enfants de 6 mois à 2 ans fabriquée par deux transformatrices appuyées par le projet. Elle est constituée des produits locaux (maïs, mil, niébé, huile de palme, etc.). La valeur énergétique est de 40 kcal/100g. Cette farine est en train d'être utilisée par les ONG (ASBEF, Plan International et CCF agences d'exécution du programme national de nutrition). Un contrat de distribution est en cours de négociation avec un réseau de 1000 pharmacies au Sénégal, ce qui permettra une utilisation à large échelle de cette farine. Cette farine contribue à la lutte contre la malnutrition infantile dans la zone d'intervention ; (ii) la gestion communautaire du matériel agricole pour permettre aux exploitations familiales particulièrement les femmes et les jeunes de disposer au besoin du matériel agricole sous forme de prestation rémunérée ; ce qui facilite le respect des itinéraires techniques et (iii) l'utilisation du téléphone cellulaire (SMS et appels téléphoniques) par les tables filières (mil et niébé) pour informer les OP et les OM sur les prix au niveau des marchés de références dans la zone du projet. Cet important outil permet d'améliorer la transparence entre les acteurs de la filière dans la mesure où le producteur, l'OP et l'OM sont informés au même moment des prix de vente de produits sur les marchés ; et (iv) l'épargne en nature pour amener les ménages à autofinancer leur besoin en intrant et en matériel agricole. En effet, À la récolte, chaque producteur, membre de l'OP amène une quantité de sa production équivalente à ses besoins en intrants pour la campagne agricole suivante. L'OP regroupe les productions de ses membres avant d'assurer la commercialisation à un prix négocié et rémunérateur. Par la suite, l'OP achète les intrants et assure la distribution suivant la commande de chaque membre. Ce mécanisme permet à près de 9000 ménages vulnérables de disposer des intrants à temps et de pouvoir respecter les itinéraires techniques conseillés.

18. Le projet a anticipé sur la durabilité des acquis grâce à une bonne campagne de sensibilisation et d'information des acteurs sur les mécanismes de durabilité, la mise en relation entre les OP, les OM et les institutions de financement, la mise en place d'un système de conseil rural basé sur la mobilisation sociale des personnes ressources endogènes (271 CEF) et les services d'appui à la base (CAR, CADL), l'appui en dynamique organisationnelle des OP, le développement d'un partenariat avec 24 services techniques pérennes (DRDR, inspections de l'Élevage, SADL, SADC, ARD, ANCAR, DAPS, Direction de l'Horticulture), 7 chambres consulaires (CCIA et chambres de métiers), 4 ONG et la mise en place de 4 tables de concertation des acteurs des filières.

19. Globalement, au 30 avril 2013, le taux d'exécution physique du PTBA est de 54% et le taux d'exécution financier du budget est de 34%. Avec la prise en compte des engagements, ce taux sera de 49%. A la même date, les taux par bailleur sont respectivement de : 37%/FIDA ; 29%/DON FIDA ; 24%/ETAT ; 21%/OFID et 79%/ Bénéficiaires.

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Poursuivre les activités de sensibilisation des acteurs sur les mécanismes de durabilité des acquis du projet et le respect des engagements contractuels	UCP/AGEX	immédiat
Mener les activités de dialogue politique entre les acteurs des filières et l'Etat	MARE/DAPSA/UCP	Immédiat
Etudier avec les partenaires concernés, la possibilité de réduire la contrepartie à 10 % des collectivités locales	MEF /OFID/Collectivités locales	Immédiat

C. Produits et effets

20. Au 30 avril 2013, la mise en œuvre du PTBA 2013 se présente de la façon suivante :

Information/sensibilisation des différents acteurs sur le Projet.

21. Pour permettre aux petits producteurs oeuvrant dans la production de bissap de saisir les opportunités offertes par le PAFA, 2 ateliers spécifiques ont été organisés pour les producteurs des zones de forte production de bissap (Thiakhar et Lagnar) à Diourbel. Ces ateliers ont connu la participation de 121 producteurs dont 86% de femmes, 3% de jeunes et 10% d'hommes adultes.

22. La chambre de métiers de Diourbel a organisé des rencontres d'identification d'opérateurs de marché (OM) dans la région de Diourbel. Au total 80 OM ont été identifiés et sensibilisés à la mise en marché des produits agricoles de cette zone pour la campagne prochaine 2013-2014. De même, L'ANCAR BAN a mené des activités d'identification et de sensibilisation d'OM au niveau des CCIA de Thiès, Louga et Dakar, qui ont permis d'identifier 9 OM à Louga, 4 OM à Thiès et 3 OM à Dakar. En marge de la FIARA 2013 tenue à Dakar du 5 au 18 mars 2013, 10 OM ont été identifiés dont 3 pour la filière Mil/sorgho, 6 pour la filière sésame et 1 pour la filière niébé.

23. Des émissions radio dénommées « info-filières » animées par l'UCP continuent à servir de cadre de partage d'information et d'échange entre les acteurs des filières et le projet.

Mise en œuvre des Sous projet d'accès au marché (SPAM).

24. En 2012, 42 OM ont signé 112 contrats commerciaux avec les OP pour la mise en marché effective de 1286 tonnes de produits agricoles ainsi répartis : mil/sorgho 575,2 tonnes, sésame 374 tonnes, niébé 96,4 tonnes, bissap 2,3 tonnes, maïs 238,2 tonnes. Les recettes tirées de la vente de ces produits sont respectivement de : mil/sorgho 109 717 986 FCFA à 191 FCFA/kg ; sésame 168 336 000 FCFA à 450FCFA/kg ; Niébé 38 573 200 FCFA à 400 FCFA/kg ; bissap 2 241 050 FCFA à 950 FCFA/kg et maïs 41 685 000 FCFA à 175 FCFA/kg. La campagne de commercialisation pour le sésame et le niébé est terminée ; elle se poursuit pour le mil, le bissap et le maïs.

25. En 2013, les organisations de producteurs et productrices ont déposé 572 SPAM contre 383 SPAM en 2012 et 183 en 2011. Les sous projets pour la filière mil/sorgho représentent 33,91%, ceux de la filière aviculture villageoise améliorée 22,20%, la filière niébé 6,81%, la filière sésame 8.04 %, la filière bissap 12.06% et les filières complémentaires 16,95% (les filières Maïs, produits halieutiques, miel, embouche et riz). A la suite du comité technique d'analyse des SPAM tenu en mai 2013, les Comités Régionaux d'Approbation (CRA) de Kaolack, Diourbel et Fatick ont retenu au total 136 SPAM répartis comme suit ; 30 de mil/sorgho (2748 ha) ; 30 de bissap (750,82 ha) ; 28 d'aviculture (557 poulaillers) ; 12 de maïs (1290 ha). Les objectifs du CRA de Kaffrine pour la campagne 2013-2014 sont de 1000 ha de mil/sorgho, 500 ha de maïs, 1000 ha de sésame, 200 ha de bissap et 200 poulaillers. La tenue de ce CRA est prévue avant fin mai 2013.

26. **SPAM mil/sorgho.** La production totale obtenue en 2012 est de 7076,8 tonnes sur un objectif de 5298 tonnes soit un excédent de 1778,8 tonnes. En moyenne, l'investissement par hectare est évalué à 54 000 Fcfa. Avec un rendement moyen de 1,267 tonne/ha, la marge brute/intrant est de 186 730 Fcfa pour une prévision de 96 000 Fcfa. Les quantités d'intrants à acquérir par les OP pour la campagne agricole 2013/2014 sont estimées à 36,6 tonnes de semences certifiées, 913,2 tonnes de NPK et 911,2 tonnes d'urée. La superficie totale à emblaver cette campagne est estimée à 9112 ha (4625 ménages).

27. **SPAM sésame.** La production totale obtenue en 2012 est de 749,7 tonnes pour un rendement moyen de 466,5 Kg/ha, avec des pics de 700 Kg/ha selon la localité. Avec un investissement par hectare de 43 000 Fcfa et un rendement de 466,5 Kg/ha, la marge brute/intrant est de 166 925 Fcfa. Les quantités d'intrants à acquérir par les OP pour la campagne agricole 2013/2014 sont estimées à 12,144 tonnes de semences certifiées, 303,6 tonnes de NPK et 151,8 tonnes d'urée, pour une superficie totale estimée à 3036 ha (2700 ménages)..

28. **SPAM niébé.** Pour cette spéculation, la production totale obtenue en 2012 est estimée à 606,7 tonnes pour un rendement moyen de 606,7 Kg/ha, avec des pics de 700 Kg/ha à 820 Kg/ha selon la localité. En moyenne, l'investissement par hectare est évalué à 73 000 Fcfa. Avec un rendement de 606,7 Kg/ha, la marge brute/intrant est de 171 353 Fcfa pour une prévision de 107 000 Fcfa. Les quantités d'intrants à acquérir par les OP pour la campagne agricole 2013/2014 sont estimées à 26,24 tonnes de semences certifiées, 246 tonnes de NPK et 4100 litres de produit phytosanitaire, pour une superficie totale à emblaver estimée à 1640 ha (1575 ménages).

29. **SPAM bissap.** En 2012, la production totale obtenue s'élève à 79,8 tonnes pour un rendement moyen de 300 Kg/ha. En moyenne, l'investissement par hectare est évalué à 64 000 Fcfa. Avec un rendement de 300 Kg/ha, la marge brute/intrant est de 221 000 Fcfa pour une prévision de 186 000 Fcfa. Pour la campagne agricole 2013/2014, les quantités d'intrants à acquérir par les OP sont estimées à 4,87 tonnes de semences certifiées, 1825,23 tonnes de d'engrais biofertyl. Pour cette culture, on prévoit d'emblaver 1216,82 ha (741 ménages).

30. **SPAM maïs.** La production totale obtenue en 2012 est de 573 tonnes pour un rendement moyen de 2.42 T/ha avec des pics allant de 3 à 3.2 T/ha. Avec un investissement par hectare de 111 000 Fcfa et un rendement de 2.42 T/ha, la marge brute/intrant est de 312 500 Fcfa. Les quantités d'intrants à acquérir par les OP pour la campagne agricole 2013/2014 sont estimées à 44,44 tonnes de semences certifiées, 444,4 tonnes de NPK et 444,4 tonnes d'urée pour une superficie totale de 2222 ha.

31. **SPAM aviculture villageoise améliorée.** En 2013, les poulaillers vont abriter 16 030 sujets dont 1603 coqs raceurs pour l'amélioration génétique de la race locale. Les 3 sous projets démarrés en 2011 ont largement contribué à la sécurité alimentaire des ménages (1860 poulets et 2 977 œufs autoconsommés) et à l'augmentation des revenus à travers la commercialisation 1869 sujets et 2008 œufs. En moyenne la marge par ménage est de 94 000 F CFA par poulailler et par an. Pour 2013, 1655 ménages vont bénéficier des appuis du projet dans ce domaine.

32. **SPAM apiculture.** Pour améliorer la qualité de la production de miel, le projet a mis à la disposition des producteurs 50 ruches modernes et une miellerie équipée d'extracteurs, presses, balance, etc. Le GIE DABAKH MIEL est actuellement membres de la centrale d'achat au niveau de l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA) à Dakar. Les premières récoltes sont attendues en juillet 2013.

33. Sept (7) OP ont procédé à l'extension de leurs superficies de 1543 ha (20 ha de mil et 1523 ha de sésame). Le mil a été intégralement financé par les OP tandis que pour le sésame, l'appui du projet ne porte que sur le traitement des semences (1852 kg).

34. **Matériel agricole.** En 2012, 394 semoirs, 313 houes sine et 10 houes occidentales ont été acquis par les OP. L'acquisition se poursuit en 2013 et le nombre d'unités déjà en place est de 86 semoirs et 47 houes sine.

Mise en œuvre des Sous projets développement filière (SPDF).

35. **Implantation de haies vives au niveau des périmètres maraîchers.** L'objectif de cette activité, conduite en partenariat avec l'ISRA/CNRA de Bambey, est la mise en place de haies vives défensives en remplacement des barrières mécaniques (grillage) installées par le projet autour 7 périmètres maraîchers dont 4 dans le sud bassin arachidier (Départements de Kaolack et Fatick) et 3 dans le nord bassin arachidier (Départements de Diourbel et Bambey). Le nombre total de plants à produire en 2013 est estimé à 42200 dont 40400 d'espèces forestières (Acacia laeta et Acacia mellifera et 1800 de fruitiers forestiers. Pour la production de ces plants, 2 pépinières forestières sont installées à Bambey et Sadioga. Les travaux de repotage ont été effectués dans ces 2 sites en début de mai 2013. Les semis ont démarré vers mi-mai 2013 et se poursuivent à Bambey.

36. **Equipements des OP faitières en batteuses.** Le projet a appuyé la Fédération des Producteurs de Kane Kane à Diourbel, de Nguérane Fass à Kaffrine, la Centrale d'Achat de Latmingué et la Centrale d'Achat de Ndiago à Kaolack dans l'acquisition de 3 batteuses à mil. Ce qui va permettre : (i) un gain de temps énorme aux OP ; (ii) une amélioration significative de la qualité

du mil livré aux OM ; (iii) la génération de revenus à travers les prestations de service ; et (iv) la création d'emplois à des jeunes qui assurent leur gestion.

37. **Multiplication de semences certifiées.** En 2012, le PAFA a appuyé les acteurs des filières Mil, niébé et sésame, à mettre en œuvre 7 sous projets de multiplication de semence portés par 8 organisations faitières dont 2 pour la filière Mil/sorgho (8,3 ha) portés par l'Union des Groupements des Producteurs de Céréales Locales de Thiare (UGPCL) et l'ONG Pencum Bambouk ; 3 sous projets pour la filière sésame (38 ha) portés par GPS, ADA, UGAN ; 2 sous projets de niébé (40,23 ha) portés par la Fédération Nationale des Centrales d'Achat Agricoles du Sénégal (FNCAAS) et la Fédération des Producteurs de Ndongol Ya no Malké. Ces programmes sont mis en œuvre par 89 producteurs et productrices membres de ces 8 OP. La production homologuée est de 12,213 tonnes de niébé, 4 tonnes de mil et 10,771 tonnes de sésame. En 2013, le programme de multiplication aura 3 axes : (i) autonomisation des OP bénéficiaires de SPAM en semences ; (ii) appui des OP faitières en multiplication des semences ; et (iii) production de semence de pré-base bissap en partenariat avec l'ISRA/CDH. Une superficie de 618,8 ha, réparties comme suit, est prévue à cet effet : bissap 1 ha, mil/sorgho 18 ha, niébé 106 ha et sésame 62 ha. Comme on le constate, le niébé suscite de plus en plus d'intérêt pour les producteurs.

38. **Restauration de la fertilité des terres.** l'objectif général de cette activité est d'améliorer la productivité des terres dans les sites d'intervention du PAFA par le phosphatage de fond. Cette activité, portée par l'Institut National de Pédologie (INP) sera déroulée sur 150 ha en partenariat avec 150 producteurs et productrices bénéficiaires de SPAM mil, sésame, bissap et niébé. Trois (3) sessions de formation sur le thème « technique de phosphatage de fond de sols » sont déjà tenues. L'INP prévoit la mise en place du phosphate de Matam auprès des OP avant fin mai 2013, à raison de 400 kg/ha soit une quantité totale de 60 tonnes. Au terme de cette activité, les résultats suivants sont attendus : (i) les caractéristiques physico-chimiques des sols (phosphore assimilable, pH, conductivité électrique, capacité d'échange cationique, etc.) sont améliorées ; (ii) les producteurs et productrices encadrés maîtrisent les techniques de phosphatage de fond des sols et leurs organisations respectives sont sensibilisées sur les avantages de cette activité ; et enfin (iii) le potentiel de production de 150 hectares de terre du bassin arachidier est renforcé.

Infrastructures d'irrigation à la parcelle.

39. A ce jour, au titre du PTBA 2013, les principales réalisations de cette s/composante sont la réhabilitation de 7 ha sur 21 ha prévus (soit 33,33 %). Il s'agit de périmètres maraichers de Sambé (6 ha pour 30 ménages) et de Maka Mbaye (1 ha pour 30 ménages). Ces périmètres sont équipés de pompes solaires avec l'utilisation du mode d'irrigation au gandiola. Pour le périmètre de l'ASC des jeunes de Fass Nguérane (2 ha), les procédures de passation des marchés sont bouclées et les travaux démarreront en début juin 2013.

40. Pour préparer la mise en place des comités de gestion et de maintenance, les bénéficiaires des périmètres de Fass Nguérane et de Maka Mbaye ont participé à la visite d'échanges sur la structuration et le fonctionnement du comité de gestion du périmètre de Tallagne qui a été réhabilité par le PAFA en 2012.

Infrastructures communautaires

41. Vingt (20) Centres de Développement Filière (CDF) ou magasins dont 9 CDF de collecte primaire (60T/CDF) et 11 CDF de stockage (120T/CDF) sont construits et équipés. Chacun des CDF est muni d'une salle de stockage, d'une salle polyvalente, d'un point service (bureau), des toilettes pour hommes et pour femmes. Tous les comités de gestion et de maintenance des CDF mis en place sont fonctionnels. Les membres des comités de gestion et d'entretien ont été formés sur leurs rôles et responsabilités ainsi que sur les méthodes d'entretien et de maintenance des CDF. Un atelier de capitalisation sur les procédures de mise en place des CDF a été organisé en 2013 avec la participation des Agences Régionales de Développement (ARD), des élus locaux, des présidents des Organisations des Producteurs, de la Bureau de la Formation Professionnelle Agricole (BFPA) et des Présidents des Comités de gestion et de maintenance des CDF. Il a permis d'identifier les contraintes auxquelles les parties prenantes de la mise en place des CDF étaient confrontés en 2012 et de les lever.

D. État d'avancement de l'exécution du PAFA

Information/sensibilisation/communication.

Depuis le démarrage du projet, 89 ateliers de sensibilisation ont été organisés dans la zone d'intervention du projet qui ont connu la participation de plus de 3691 producteurs. Ces ateliers ont permis aux producteurs d'avoir une meilleure connaissance de la démarche du projet, des résultats attendus et des opportunités offertes. Pour mieux atteindre les producteurs et productrices ciblés, ces ateliers ont été organisés au niveau des villages et des chefs-lieux des communautés rurales. En 2013, les superficies prévues vont permettre de dépasser les objectifs de pré-évaluation pour l'ensemble des filières prioritaires, soit 9112 ha (198 %) pour le mil/sorgho, 1640 ha (116%) pour le niébé, 3036 ha (104%) pour le sésame et 1216,82 ha (121%) pour le bissap. Pour les autres filières, les niveaux d'exécution par rapport à la fin du projet se présentent comme suit : aviculture villageoise améliorée (11,2% des poulaillers), filières complémentaires (167% des ménages). Ces sous projets vont bénéficier à 13668 ménages vulnérables dans le bassin arachidier.

Concertation interprofessionnelle par filière.

42. Pour faciliter la concertation entre les acteurs des filières promues au niveau national, le projet a mis en rapport les acteurs des tables filières du Bassin arachidier avec les acteurs organisés de ces mêmes filières dans d'autres régions du Sénégal, en vue de préparer la mise en place ou le renforcement des embryons d'interprofessions existantes. Dans ce cadre, les Tables Filières s'ouvrent aux autres régions du Sénégal comme Louga (Table Filière Niébé), Kolda et Tambacounda (Table Filière Sésame), Dakar (filière niébé, sésame, mil et bissap). La Table Filière Mil/Sorgho a intégré le bureau provisoire du cadre interprofession céréale, en vue de la mise en place d'une interprofession regroupant les acteurs des filières mil, maïs et sorgho.

Infrastructures d'irrigation à la parcelle

43. Au total, 40,25 ha sont réhabilités sur un objectif de 150 ha à mi -parcours. Par la réhabilitation de ces périmètres, 595 ménages bénéficient d'un accès garanti aux ressources hydriques. Les bénéficiaires sont constitués de 11,1 % de filles, 60 % de femmes adultes, 4,5 % de jeunes hommes et 24,4 % d'hommes adultes. La réhabilitation de ces périmètres a permis la reprise des activités maraîchères des femmes, l'extension du périmètre de Sambé (de 3 à 6 ha) et un début de retour des jeunes en milieu rural.

Infrastructures communautaires

44. Vingt (20) Centres de Développement des Filières (CDF) sont construits et équipés. Les comités de gestion et de maintenance sont installés et les membres formés sur les techniques d'entretien et de maintenance des locaux et équipements mis en place. Leur formation en gestion des stocks et mécanismes de rentabilisation des CDF est prévue en décembre 2013 juste après la récolte). Pour les 30 CDF prévus en 2013 et suite aux demandes des bénéficiaires, une rencontre a été organisée avec les ARD pour démarrer la sensibilisation des bénéficiaires sur les conditions de mise en place des CDF.

45. S'agissant des pistes rurales, les résultats des études d'avant-projet détaillé (APD) sur la piste de 17 km de la communauté Rurale de Latmingué seront disponibles au plus tard en fin mai 2013.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Etudier la possibilité d'extension du périmètre maraîcher de Sambé pour intégrer les jeunes	UCP/Specialiste Infrastructures	Immédiat
Réduire la contribution des OP à la mise en place les infrastructures d'irrigation à la parcelle de 20 à 10%	MAER/MEF/OFID	Immédiat
Clôturer les magasins de stockage pour les sécuriser	UCP	Immédiat

E. Aspects fiduciaires

46. Le projet est bien géré en matière administrative, financière et comptable. A cet égard, il faut rappeler que les opérations fondamentales relatives à la prise en charge des différentes fonctions fiduciaires sont conduites de façon optimale. Ainsi, les situations de gestion nécessaires à la revue des aspects fiduciaires ont été rendues disponibles dès le démarrage de la mission. Par ailleurs les états financiers du projet, arrêtés au 31/12/12 ont été transmis au FIDA le 29 /03/13, respectant ainsi l'échéance du 31/03 stipulée dans l'accord de prêt. De même, un suivi des comptes spéciaux FIDA/OFID est assuré avec notamment une reconstitution mensuelle systématique des dits comptes. Enfin l'audit des comptes 2012 est en cours de finalisation et le rapport final sera transmis au FIDA avant le 15/06/13.

47. Manuels de procédures et d'exécution. Le manuel d'exécution a été finalisé par l'équipe du projet avec sa mise en équation avec le manuel de procédures administratives, financières et comptables, notamment en matière de passation des marchés et de gestion des subventions. Pour mémoire, dans la perspective du démarrage des activités du FEM, ces deux manuels devront être mis à jour pour en prendre en compte les spécificités opérationnelles, techniques et de gestion. Il en sera de même pour le PAFA/Extension.

Système de gestion financière et comptable. Le paramétrage du logiciel TOMPRO est finalisé et il permet la génération automatique des DRF/ DPD à partir du système sur la base des formulaires /FIDA. La mission est d'avis qu'il est nécessaire de finaliser le paramétrage du formulaire 104 «reconstitution du compte spécial» pour compléter la prise en compte des formulaires. Ce formulaire, ainsi que ceux relatifs au registre des contrats, à la fiche de suivi des contrats et au rapport financier intermédiaire seront d'ici peu disponibles sous forme de « patch informatique » auprès de TOMATE. Par ailleurs, le personnel du service administratif et financier (RAF, Comptable et Assistante comptable) a reçu une formation d'appoint sur les modules TOMPRO «gestion financière et rapports financiers» et « suivi des contrats et conventions». La mission a recommandé au projet de contacter l'expert/consultant TOMPRO pour un éventuel passage à la version TOM2 de TOMPRO. D'après les informations récemment obtenues par le FIDA auprès de TOMATE/Paris, le coût y relatif ne devrait pas dépasser 2500 euros plus un coût éventuel d'installation.

48. Gestion des Immobilisations. L'inventaire des immobilisations, pour la clôture des comptes 2012, a été effectué du 20 au 30 décembre 2012, de même que le rapprochement physique/comptable. Le rapport y relatif est disponible et a été validé par l'audit. Globalement, la gestion des immobilisations est bien structurée notamment en matière : i) de codification et de marquage; ii) de prise en charge comptable ; iii) de listes d'inventaires par bureau ; iv) de documentation des mises à disposition de véhicules aux partenaires. L'assurance des véhicules immatriculés en ADTT et des autres immobilisations, reste du ressort de l'Agent Judiciaire de l'Etat. En matière de suivi des véhicules les carnets de bord sont disponibles et à jour. Sur un autre plan dans le cadre de l'arrimage du SAFIR au PAFA, il a été demandé au PROMER de transférer une partie des immobilisations de l'antenne de Kaolack à cette entité. Il sera nécessaire également de prendre les mesures administratives nécessaires pour affecter les locaux de l'antenne au PAFA.

49. Gestion du personnel. L'effectif du projet est de 21 employés (08 cadres et 13 agents d'appui), dont 17 agents payés sur les ressources FIDA et 04 sur les fonds de contrepartie. Le responsable du suivi évaluation a démissionné depuis le 25/02/13 et l'intérim du poste est assurée par l'assistant S/E. Cette situation devra être régularisée dans les meilleurs délais. Sur un autre plan, l'évaluation du personnel, fondée sur les objectifs assignés en 2012 et des résultats atteints pour la même période, a été réalisée au cours du mois de février 2013. Les résultats sont globalement satisfaisants et restent en adéquation avec le niveau de performance et de la qualité de la conduite des opérations du projet. En ce qui concerne les missions et déplacements, la mission a noté l'application de la règle de mise à disposition des frais de mission : 80% au départ et 20% à la fin de mission payés sur la base des rapports de mission dont la revue a été satisfaisante. En effet, les rapports de mission sont systématiquement élaborés pour servir de bases d'apurement des frais de mission dus au personnel.

50. Transfert du SAFIR. La mission a été informée que le BOAD, par lettre du 23/05/13, a donné son accord pour : i) le transfert du SAFIR au PAFA, pour deux(02) ans, à partir du 01/04/13 ; ii) la

réallocation de ressources du prêt BOAD ; iii) la prorogation de la DLM du prêt BOAD du 30/03/14 au 31/03/15. Pour la bonne règle, le représentant de l'emprunteur devra adresser une requête du FIDA pour l'amendement du prêt FIDA/PAFA, afin de prendre en compte l'ancrage du SAFIR au PAFA.

Ancrage PAFA Extension. Dans la perspective de l'arrimage du PAFA Extension à l'actuel PAFA, la mission est d'avis qu'il sera essentiel de mettre en adéquation le dispositif organisationnel et de gestion avec les exigences opérationnelles de la future entité. A cet égard les nouveaux postes suivants devront être pourvus au niveau du siège de l'UCP à savoir : un (01) spécialiste en élevage et un (01) spécialiste en matière de structuration et d'organisation des filières. Le poste de responsable chargé de développement des filières actuel du PAFA devra être reconfiguré en poste de spécialiste agriculture. En outre, deux (02) zones devraient être créées, l'une pour la zone Sud Est, basée dans la région de kaffrine et l'autre, pour la zone Nord, installée dans la région de Louga. Dans chaque unité il y aura : un (01) chef de zone chargé de la supervision des activités ; un (01) responsable chargé de la gestion des sous projets ; un (01) secrétaire comptable ; un (01) chauffeur et deux (02) gardiens. Il faudra également prévoir au niveau du siège (01) chef de zone pour la zone sud –ouest et (01) responsable chargé des sous-projets. Pour rappel, le recrutement du personnel cadre du PAFA/Extension devra être confié à un cabinet spécialisé.

51. Programme FIDA « E-Learning » en matière de gestion financière. La chargée des finances a rappelé au projet que le FIDA a récemment développé un outil de formation en ligne (version anglaise actuellement disponible), avec certification, sur les procédures du FIDA et les bonnes pratiques en matière de gestion financière. Une communication dans ce sens a été envoyée aux coordonnateurs de projet en mai 2013. La mission recommande vivement cette formation aux cadres du projet, ainsi qu'à tout le personnel du SAF. Les certificats obtenus pourront être transmis au FIDA.

Gestion financière

52. PTBA 2012. Le montant total du PTBA 2012 est de 2 050 227 000 FCFA dont 1 485 887 000 FCFA/FIDA/PRET/DON (72%) ; 213 167 000 FCFA/ETAT (10%) ; 246 786 000 FCFA/OFID (12%) et 104 387 000 FCFA/bénéficiaires (5%). Au 31/12/2012, le taux d'exécution du budget est de 78% et les taux par bailleur sont respectivement de : 86%/FIDA; 51%/ETAT ; 45% /OFID et 107%/Bénéficiaires. Les taux par composante : i) Composante I/DAAM (95%) ; ii) Composante II/DSF (43%) ; iii) Composante/CNGSC (99%). L'exécution catégorielle se présente comme suit : i) Catégorie infrastructures/OFID (8%) ; Catégorie I (99%) ; Catégorie II (70%) ; Catégorie III (129%) ; Catégorie IV (104%) ; Catégorie Va (112%) ; Catégorie V b)(99%).

53. PTBA 2013. Le montant total du PTBA 2013 est de 2 202 250 000 FCFA dont 1 270 100 000 FCFA/FIDA (58%); 44 900 000/DON FIDA (2%); 178 750 000 FCFA/ETAT (8%) ; 571 500 000 FCFA/OFID (26%) et 137 000 000 FCFA/bénéficiaires (6%). Au 30/04/2013, le taux d'exécution du budget est de 34% et les taux par bailleur sont respectivement de : 37%/FIDA ; 29%/DON FIDA ; 24%/ETAT ; 21%/OFID et 79%/Bénéficiaires. Le taux d'exécution élevé des bénéficiaires procède d'une sous- estimation des prévisions qu'il faudra corriger.

54. Registre des DRF/DPD. Le registre des DRF/DPD est à jour à la DRF N°18 pour un montant total soumis et payé de 3 140 485 411 CFA. La DRF N° 19 d'un montant de 315 783 986 FCFA est en cours d'élaboration. La mission estime que le niveau de cette DRF est relativement élevé (42,10% de l'avance initiale de 750 000 000 FCFA). En conséquence cette DRF devra être finalisée rapidement et envoyée au FIDA.

55. Dépensements par bailleur. Le coût du projet est 31,609 millions USD. Au 30/04/13, les dépensements réels totaux se chiffrent à 8,401 millions USD, soit un taux de 26,6%. Les taux d'exécution par bailleur sont respectivement de : 42,6%/FIDA ; 19,5% Don FIDA; 12,1% /ETAT ; 8,6%/OFID ; 32,1%/Bénéficiaires. Les dépensements des bailleurs par composante sont de : 32,2% /Composante 1 « Diversification Agricole et Accès au Marché » ; 13,2%/Composante 2 « Développement et Structuration des Filières » ; 43,2%/Composante 3 « Concertation Nationale, Gestion des Savoirs et Coordination ». Le faible taux de réalisation de l'OFID procède d'une mise en place tardive de l'avance initiale qui n'est intervenue que le 09/05/12, soit plus de 18 mois après celle du FIDA (15/11/10). En ce qui concerne l'Etat, le taux de dépensement est lié aux exonérations de taxes et aux paiements de sa contribution sur les activités financées par l'OFID.

56. **Décaissements du prêt FIDA.** Au 30/04/13, le montant total décaissé à la DRF N°18 est de 4 108 874,74 DTS, pour une dotation initiale de 9 100 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 45,15%, à environ quatre (04) mois de la revue à mi-parcours du projet, ce qui est globalement acceptable. En tenant compte la DRF N° 19 relative aux dépenses du 01/03 au 10/05/13, en préparation, pour un montant d'environ 315 783 986 FCFA/645 436,79 DTS, le taux d'exécution sera de 52,25%.

57. **Décaissements du Don FIDA.** Le montant du Don est de 170 000 DTS. Au 30/04/13, le montant décaissé est de 34 593,78 DTS, soit un taux de décaissement réel de 20,35%. Le règlement des dépenses du mois d'avril, pour environ 26 044,099 DTS, portera le taux à 35,67%.

58. **Compte spécial Prêt et don FIDA.** Le rapprochement du compte spécial prêt/don FIDA au 30/04/13, donne un montant reconstitué de 901 210 358 FCFA, pour une dotation initiale de 750 millions FCFA, soit un écart 151 210 358 FCFA, correspondant à un double paiement du FIDA de la DRF N° 17. L'ordre de transfert au compte du FIDA a été transmis à la CNCAS depuis le 01/03/13. A date, cet ordre n'est pas encore exécuté par la banque. La mission insiste sur le traitement rapide de cette affaire pour assurer le bon ordre des comptes. Par ailleurs, la trésorerie actuelle disponible (après exécution de l'ordre de virement) est de 434 260 014 FCFA (57,89% de la dotation initiale) alors que la DRF N°19, en préparation d'un montant de 315 783 986 FCFA représente 42,10%. Pour rappel, le niveau du compte spécial a été porté à 750 000 000 FCFA le 31/12/12.

59. **Décaissement OFID.** Au 30/04/13, le montant total décaissé est de 390 574 115 FCFA (environ de 0,772 millions USD), pour une dotation initiale de 9, 028 millions USD, soit un taux de décaissement réel de 8,6%. En tenant compte de la DRF N°03, en traitement à l'OFID, pour un montant de 92 478 175 (environ 182 955 USD), le taux sera de 10,58%.

60. **Compte spécial OFID.** Le rapprochement du compte spécial OFID au 30/04/13 donne un solde reconstitué de 249 904 060 FCFA, pour une avance initiale de 250 millions de FCFA, soit un écart de 95 940 FCFA, correspondant aux frais bancaires que la banque doit rembourser. La trésorerie disponible est de 150 687 045 FCFA (60,27% de la dotation initiale) et la DRF N°03 est en instance de paiement à l'OFID pour un montant de 92 478 175 FCFA (36,99%). Les dépenses effectuées non encore soumises se chiffrent à 6 738 840 FCFA (2,69%). La mission a été informée que le niveau actuel de l'avance initiale de l'OFID pourrait constituer, à terme une contrainte pour la mise en œuvre optimale des activités financées par l'OFID. A cet égard, la mission a demandé qu'une projection soit établie en fonction du PTBA, du plan de passation des marchés 2013 et du plan prévisionnel de décaissement, afin de documenter une éventuelle demande de rehaussement de l'avance initiale.

61. **Décaissements FEM.** L'accord de financement du DON FEM prévoit le recrutement d'un spécialiste en irrigation, d'un secrétaire comptable et d'un chauffeur. La mission a noté que cette composante n'est pas encore fonctionnelle et qu'il faudra prendre les dispositions nécessaires pour diligenter sa mise en œuvre. A date, la convention avec l'agence d'exécution/Direction de l'environnement et des établissements classés, est signée. Celle concernant la Direction des bassins de rétention et des lacs artificiels est en cours de signature. Par ailleurs, un compte désigné a été ouvert à la CNCAS à Dakar pour recevoir l'avance initiale du DON FEM, ainsi qu'un sous compte dans l'agence de la même banque à Kaolack, siège du projet. Les spécimens de signature ont été envoyés au FIDA en janvier 2013. Pour compléter les conditions de décaissements, il est nécessaire d'élaborer rapidement le PTBA 2013 relatif à la mise en œuvre les activités du FEM. La mission a informé le projet que la lettre à l'emprunteur va être amendée pour intégrer les procédures relatives au don FEM.

62. **Financement de la Contrepartie.** Les prévisions globales en matière de contrepartie sur la durée du projet se chiffrent à 5,750 millions USD. Les ressources mobilisées à ce titre sont de 0,692 millions USD, soit 12,1%. Pour mémoire, la contrepartie de l'Etat est constituée de 18% de TVA et des droits de douane sur les acquisitions et 7% de prise en charge, sur ressources BCI, du coût des infrastructures communautaires financés par l'OFID, ainsi que l'assurance maladie du personnel et les salaires/charges sociales du personnel d'appui (4 agents). Par ailleurs, le montant de contrepartie budgétisé pour les exercices 2010/11, 2012 et 2013 est de 844 182 000 FCFA dont 568 000 000 FCFA/BCI et 276 182 000 FCFA/Taxes. Au 30/04/13, le montant total réalisé est de 350 080 728 FCFA, soit 41,47% dont 159 922 217 FCFA/BCI (28,15% des prévisions BCI) et 190 158 511 FCFA/Taxes

(68,85%). Le niveau d'exécution du BCI est tributaire du paiement des infrastructures communautaires qui sont en cours de réalisation (études et réalisation d'une piste de 17 km, réalisation de magasins de collecte primaire et de stockage).

63. **Contribution des Bénéficiaires.** Au 30/04/13, les bénéficiaires ont contribué à hauteur de 272 501 346 FCFA (539 104 USD), soit 32,13% de la contribution attendue au cours de la mise en œuvre du projet qui est de 1,678 millions USD. La mission a été informée que le niveau de contribution requis de 20% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle, constitue un obstacle à la réalisation de ces investissements. La mission est d'avis que cette question devra être examinée lors de la revue à mi-parcours, prévue en septembre 2013.

Dispositions de l'accord de prêt.

64. Passation des marchés. Le plan de passation des marchés 2013 compte 16 marchés pour un montant total de 104 458 500 FCFA. Au 30/04/13, douze (12) marchés ont été exécutés (75% de taux d'exécution physique), pour un montant de 48 458 500 FCFA. Les décaissements sont de 34 237 050 FCFA, soit 32,78%. Ils concernent deux (02) contrats de fournitures et services de 3 647 000 FCFA; dix (10), de prestations intellectuelles de 30 590 050 FCFA. Par rapport aux procédures de passation des marchés, onze (11) contrats ont été passés en cotation (15 730 000 FCFA) et un (01), en appel d'offres national (18 507 050 FCFA). Cet examen n'appelle pas d'observation particulière par rapport au respect des procédures nationales et de celles du FIDA. Par ailleurs le classement exhaustif des éléments constitutifs des dossiers de passation de marchés, est satisfaisant.

65. Registre des contrats. Le Registre des contrats, tel que présenté à l'appendice 11 de la Lettre à l'Emprunteur, est à jour. Le projet a mis en place la situation des contrats, conventions et protocoles en cours d'exécution. C'est un tableau qui renseigne notamment les délais d'exécution, les montants payés, les soldes et les pourcentages de décaissement. Une colonne portant sur le niveau d'exécution physique, renseignée par le RSE devra être ajoutée au tableau.

66. Etats Certifiés des Dépenses. La revue des ECD a été effectuée sur les DRF 17 et 18, avec la collaboration de la Chargée des finances du FIDA, sur la base du seuil unique de 50 000 USD, applicable à toutes les catégories de dépenses, depuis le 12/06/13. La mission a passé en revue 60 pièces sur 132/DRF 17 et 100 sur 288/DRF 18. Cet exercice a été facilité par la mise en place d'un classement spécifique des ECD, DRF par DRF, ce qui a permis d'accéder rapidement aux pièces comptables et des supports disponibles. Cependant, la revue a mis en relief quelques préoccupations en ce qui concerne le classement exhaustif des pièces constitutives des dossiers notamment en matière de documentation de l'organisation des ateliers et autres rencontres. La mission estime qu'il y a lieu de systématiser: i) la validation formelle des TDR et des Budgets par le coordonnateur; ii) le classement des PV, des comptes rendus ainsi que des rapports. La mission a également rappelé l'importance de joindre à toute dépense afférente à la catégorie 3 (Conventions) la non objection du FIDA, la fiche de suivi de contrat et la copie du registre des contrats. En ce qui concerne la catégorie 5a, l'Etat des Salaires devra être joint aux justificatifs de paiement des salaires, et les dépenses afférentes aux prestations sous contrat (ex. consultant, assistant comptable), seront désormais imputées à la catégorie 3 et non à la catégorie 5a (Salaires).

67. De plus, l'UCP est invitée à rationaliser et harmoniser, dans la mesure du possible, les appuis en fonction des besoins éligibles exprimés par les différents bénéficiaires. En ce qui les SPAM, les améliorations proposées sont: le classement de proximité des PV des CRA, par région et par année; l'élaboration d'une fiche de suivi de règlement des contrats/ SPAM accompagnant les paiements avec les pages de garde et de signatures des contrats; la mention sur les factures des numéros de SPAM; le visa technique des factures par le responsable de suivi-évaluation et à terme le support de vérification de la réalisation du SPAM.

68. Suivi des conventions et protocoles. Dans le cadre des accords de partenariat, les deux (02) conventions spécifiques avec l'ANCAR (Nord et Sud) sur fonds FIDA et celles relatives aux conventions concernant les ARD (Diourbel/ Fatick/Kaolack / kaffrine), sur ressources OFID, sont en cours de finalisation avec la validation et l'approbation à terme des budgets d'intervention. En outre, 19 autres protocoles, d'un montant de 64 042 477 FCFA ont été signés dont 18 109 050 FCFA décaissés sur fonds FIDA, soit un taux de décaissement de 28,28%. Il s'agit des structures suivantes :

la radio Sud FM, les DRDR (Diourbel/ Fatick / Kaolack /kaffrine), les SADL (Diourbel/ Fatick / Kaolack /kaffrine) et les IRSV Diourbel/ Fatick / Kaolack /kaffrine), la direction de l'horticulture, l'INP, le BFPA, ISRA et la chambre des métiers de Diourbel. Comme en 2012, l'évaluation interne des AGEX est en cours et sera finalisée avec celle de l'ANCAR, qui va être réalisées par la DAPS, la DADL, le BFPA et la DADC en juin 2013. Par ailleurs, la mission a été informée que, dans la cadre des études préparatoires à la revue à mi-parcours, il est prévu de faire une évaluation technique et financière du dispositif institutionnel par un consultant extérieur. La mission est d'avis que cette initiative est à concrétiser.

69. Financement des sous- projets. Le montant des sous projets d'accès au marché (SPAM) soumis à financement en 2013 est de 1 109 500 380 FCFA dont: 295 496 900 FCFA pour les SPAM de la première génération; 390 698 480 FCFA pour les SPAM de la deuxième génération et 420 000 000 FCFA pour les SPAM de la troisième génération. Le total de la part/PAFA est de 720 662 542 FCFA et celle des OP est estimée à 388 837 838. Au 30/04/13, le montant réalisé est de 333 475 617 FCFA dont 175 374 074 FCFA/PAFA et 158 101 543 FCA/OP. Le taux de décaissement est de 30,06%. Les décaissements au 30/04/13 correspondent à la poursuite des financements des SPAM G1 et G2 (pour les G3, les sessions des CRA viennent d'être achevées). En termes de consolidation, le montant total financé depuis le démarrage du projet est 1 350 934 587 FCFA dont 1 011 906 514 FCFA/PAFA et 339 028 073 FCFA.

Comptabilité et Audit.

70. Comptabilité 2013. Les imputations et les saisies des pièces justificatives comptables de l'année 2013 ont été prises en charge jusqu'au 30 avril, ce qui atteste d'une comptabilité à jour. Ainsi les situations comptables ont été rendues disponibles, notamment le grand-livre général ainsi que le grand- livre analytique, les balances générale et analytique ainsi que les analyses de compte. De même, les rapprochements bancaires mensuels des comptes du Projet ont été élaborés et ne contiennent que les écritures en suspens du mois. Une caisse de menues dépenses a été mise en place conformément au manuel de procédures avec notamment un plafond de 400 000 FCFA, une dépense unitaire maximale de 75 000 FCFA et un seuil de réapprovisionnement de 100 000 FCFA. La gestion des opérations de caisse n'appelle pas d'observation particulière notamment en matière de tenue du brouillard. En outre, le contrôle des opérations de caisse est régulièrement assuré par le comptable, le RAF et le coordonnateur.

71. Audit des comptes 2012. La revue des aspects fiduciaires intervient au moment où l'audit des comptes est en cours de finalisation. Ainsi, la mission s'est entretenue avec l'équipe chargée de l'audit pour recueillir son avis sur la situation d'ensemble de la gestion du projet. L'auditeur a passé en revue les états financiers (bilan, compte de résultat, tableau emplois/ ressources, états annexes), le compte spécial, les décaissements, les états certifiés des dépenses et la passation des marchés/ contractualisation. Il en ressort une appréciation satisfaisante de la prise en charge des opérations administratives, financières et comptables du projet. Il s'y ajoute que les améliorations proposées lors du dernier audit ont été mises en œuvre, notamment le recouplement mensuel et systématique de la comptabilité avec les DRF ainsi que la disponibilité du grand livre analytique. Par ailleurs, la mission a noté que les TDR de l'audit n'ont pas pris en compte la revue de la traçabilité des ressources sur un échantillon significatif de SPAM. A cet égard, la mission estime qu'il est nécessaire d'y remédier avant la revue à mi-parcours du projet, prévue en septembre 2013. Les TDR devront être élaborés par l'UCP et validés par le FIDA. Ce travail pourra être confié au cabinet qui a assuré l'audit des comptes 2012 du projet.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Transmettre le rapport final de l'audit des comptes 2012	CAP/COORDO/RAF	15/06/13
Mettre à jour, le moment venu, les manuels de procédures et d'exécution, pour prendre en compte le FEM et le PAFA Extension	COORDO/RAF	Pour mémoire
Contacteur l'expert/consultant TOMPRO pour le passage à la version TOM2 et le paramétrage des formulaires FIDA	RAF	31/08/13
Suivre avec le PROMER le transfert d'une partie de ses immobilisations au PAFA, dans le cadre de l'arrimage du SAFIR/PAFA	IAF/Dir/PROMER/Coordo/PAFA et RAF des 2 projets	Pour mémoire
Prendre les dispositions administratives nécessaires pour affecter les locaux de l'antenne PROMER/Kaolack au PAFA, dans le cadre de l'arrimage du SAFIR/PAFA	MAER	Pour mémoire
Amorcer le processus de recrutement du personnel prévu dans le cadre de la mise en œuvre des activités du FEM	MAER/COORDO	Pour mémoire
Adresser une requête au FIDA pour amender l'accord de prêt FIDA, afin de prendre en compte l'ancrage du SAFIR au PAFA.	MEF	30/06/13
Prendre en compte dans le cadre de la prochaine mission d'évaluation du PAFA extension, le personnel visé dans le présent aide-mémoire afin de mettre en adéquation le dispositif organisationnel et de gestion avec les exigences opérationnelles de la future entité ; le moment venu, procéder au recrutement du personnel cadre à travers un cabinet spécialisé.	FIDA	Pour mémoire
Participer à la formation e-Learning en matière de gestion financière des que la version française soit disponible.	Cadres et SAF du projet	Pour mémoire
Réviser le PTBA 2013, en prenant les SPAM de la troisième génération	COORD/RSE/SDF/RAF	30/06/13
Finaliser et transmettre la DRF N° 19 /FIDA d'un montant de 315 783 986 FCFA	COORDO /RAF	31/05/13
Assurer le suivi du transfert par la CNCAS du montant de 151 210 358 FCF, au FIDA pour régulariser le double paiement de la DRF N° 17	RAF/CNCAS	31/05/13
Assurer le suivi du règlement de la DRF N° 03 auprès de l'OFID	Coordo/RAF	31/05/13
Documenter la demande éventuelle de relèvement du niveau de l'avance initiale du compte spécial/OFID	Coordo/RAF/DI	31/07/13
Elaborer le PTBA/2013, relatif à la mise en œuvre des activités du FEM pour compléter les conditions préalables au décaissement du fonds	Coordo/RAF/RSE	30/06/13
Amender la lettre à l'emprunteur/FIDA pour intégrer les procédures relatives au FEM	FIDA	31/07/13
Examiner l'adéquation du niveau de contribution requis de 20% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle	MAER/FIDA/PAFA	Revue à mi-parcours
Prendre en compte toutes les observations formulées et les améliorations proposées pour optimiser la gestion des ECD	RAF/CPT/AC et équipe technique	Pour mémoire
Faire une évaluation technique et financière du dispositif institutionnel	Coordo/ Consultant extérieur	31/08/13
Procéder à une revue de la traçabilité des ressources sur un échantillon significatif de Spam	Coordo/cabinet d'audit du projet	31/07/13

F. Durabilité

72. Dès son démarrage, le PAFA a mis en place une stratégie de sortie et de pérennisation de ses activités. Celle-ci est basée sur la maîtrise des déterminants de la pérennisation, en l'occurrence (i) accès durable aux intrants et matériels/équipement agricoles, au financement, au conseil agricole et aux marchés ; (ii) amélioration de la productivité agricole ; (iii) restauration de la fertilité du sol et résilience climatique ; et (iv) capacitation des OP et des autres partenaires.

73. Le conseil agricole de proximité s'appuyant sur les personnes ressources endogènes (CEF) majoritairement des jeunes et les structures pérennes (ANCAR, DRDR, CADL), s'exécute globalement bien et a permis d'atteindre de résultats significatifs, particulièrement sur l'amélioration de la productivité et de la production agricole. Ce conseil agricole fondé sur des ressources endogènes et pérennes est un bon gage de durabilité.

74. Dans le domaine du financement des filières agricoles, le mécanisme de cofinancement dégressif des intrants par les petits producteurs engendre, à ce jour, de bons résultats. En effet, durant la campagne agricole 2011/2012, les producteurs ont financé 20% du coût total des intrants agricoles estimés à 294 millions FCFA. Grâce à l'amélioration significative de la productivité et à la bonne gestion du surplus de production, les producteurs ont été en mesure de financer à hauteur de 40% du coût total des intrants pour la campagne 2012/2013. Pour la campagne agricole 2014/2015 (quatrième année), le producteur prendra en charge l'achat de tous les intrants agricoles. Pour garantir la contribution des producteurs au financement des intrants, le PAFA a mis en place le système «épargne intrants», permettant au producteur de payer en nature à l'OP après la récolte, l'équivalent de sa contribution au financement des intrants. Le bon fonctionnement de ce système devrait permettre aux producteurs de disposer des ressources propres de façon durable pour se procurer des intrants agricoles à la fin des subventions du projet.

75. Concernant l'accès au marché des producteurs, la contractualisation commerciale entre OP/OM permet aux producteurs d'accéder aux marchés et de vendre à des prix négociés et rémunérateurs. A ce jour, les prix négociés ont tous été supérieurs au moins de 10% par rapport aux prix sur les marchés locaux. La mise en relation entre les OP et les OM à travers la contractualisation commerciale a permis aux petits producteurs de s'intégrer aux marchés. Cependant, la bonne réussite de ce partenariat passe par le respect strict des engagements contractuels (quantité, qualité et délais de livraison) par les acteurs concernés (producteurs, OP et OM). Quarante (40) couples OP/OM mis en place en 2011 ont renouvelé à 100% les contrats de commercialisation en 2012. Ces couples OP/OM constituent des leviers pour garantir aux petits producteurs et productrices, l'accès aux marchés de façon durable.

76. En termes d'autonomisation des Tables Filières, le processus de leur autonomisation se poursuit bien. Ces tables qui ont pour but l'identification des contraintes à chaque maillon de la chaîne (production, transformation, mise en marché, financement) par les acteurs de la table eux-mêmes ainsi que leur résolution, ont à ce jour, produit des résultats globalement satisfaisants. Elles jouent bien leur rôle. En 2013 par exemple, les tables filières bissap, mil/sorgho, sésame et niébé ont préparé et négocié les contrats de commercialisation entre les OP et les OM à travers les ateliers d'intermédiation. Certaines de ces tables de filières, en l'occurrence celle de niébé, ont atteint un niveau de maturité globalement satisfaisant. Par exemple, grâce à cette maturité, les membres de la table de filière Niébé (producteurs, transformateurs, acheteurs/consommateurs), ont déterminé, de façon collégiale et sans l'assistance du PAFA, le prix de vente du niébé au moment où celui-ci avait atteint un niveau trop élevé que l'acheteur n'était plus en mesure d'acheter et faire profit.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Sensibilisation et renforcement des capacités des producteurs pour respecter les clauses contractuelles (quantité, qualité, délais de livraison, etc.)	UCP/Tables filières	Immédiat
Améliorer en relation avec les tables filières des supports pour la collecte et la transmission des informations en utilisant des TIC	UCP/GYIN	Juin 2013

G. Autres

Suivi- Evaluation

77. Le système de Suivi-évaluation mis en place par le projet est capable de fournir les informations nécessaires à son pilotage stratégique, à sa gestion quotidienne, aux besoins en données de tous ses partenaires (Bailleurs, Gouvernement, acteurs directs et indirects).

78. **Suivi des contrats de commercialisation OP/OM.** Pour un bon déroulement de la campagne de commercialisation, un dispositif de suivi rapproché a été mis en place et est effectif suite à la tenue de 3 réunions de suivi et 1 atelier d'évaluation de la commercialisation. Les Tables Filières Niébé et Mil/sorgho transmettent régulièrement par SMS des informations sur le prix aux couples OP/OM.

79. **Enquêtes de vulnérabilité des ménages bénéficiaires des SPAM de deuxième génération (SPAM de 2012).** Le PAFA conduit actuellement des enquêtes socio-économiques pour disposer de la situation socio-économique de base au sein de chaque ménage bénéficiaire des SPAM de 2012. Ces enquêtes, menées par les CEF, permettront la caractérisation de chaque ménage bénéficiaire et de disposer des données socio-économiques de base (matériels agricoles possédés, superficies emblavées, rendements obtenus, sécurité alimentaire, revenus annuels, besoins céréaliers du ménage...) en guise de situation de référence. Ce qui permettra d'apprécier le niveau d'amélioration des conditions d'existence de bénéficiaires en fin de projet.

80. **Développement informatique du SSE et réalisation site web.** Le Système d'Information et de Suivi-Evaluation (SISE) du projet est opérationnel. L'application flexible, évolutif, multi-projets du système mis en place permet aux utilisateurs de mettre en ligne et en temps réel les informations sur le projet, et contribue à une meilleure visibilité des réalisations du projet. Les acteurs de mise en œuvre du projet (Table Filière, agences d'exécution, prestataire et UCP) ont été formés sur l'utilisation du système informatisé.

81. **Emulation des meilleurs producteurs et couples OP/OM** Sous la présidence du DRDR de Kaolack, un comité d'émulation national est mis en place pour choisir les meilleurs producteurs et couples OP/OM dans le cadre des SPAM. Ainsi la journée des "épis d'or" présidée par le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural en marge de la FIARA 2013, a été le moment de primer les 5 meilleurs producteurs des filières mil/sorgho, niébé et sésame ainsi que le meilleur couple OP/OM et la DRDR de Kaolack. Les prix étaient constitués d'équipements agricoles (charrette, semoir, houe sine, batteuse, séchoirs modernes) et des chevaux.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre à niveau les équipes de suivi évaluation sur les outils SYGRI	FIDA/UCP	Octobre 2013

Partenariat

82. Le partenariat mis en place par le projet avec les structures de conseil agricole (ANCAR, DRDR, SRE, BFPA, CIH), de recherche agronomique (ISRA), de développement local (ARD), de stratégie et des statistiques (DAPS), d'autres projets et programmes (PCE, CLUSA, PROMER-II, CMS, BARVAFOR etc.) est fonctionnel et produit des résultats globalement satisfaisants. De plus, suite aux recommandations des ateliers d'autoévaluation des sous-projets d'accès au marché, le projet a signé des protocoles avec les CADL au niveau des différents arrondissements de la zone d'intervention du projet pour renforcer les dynamiques organisationnelles et les capacités de gestion administrative et comptable des OP partenaires. La mise en œuvre de ce partenariat est également satisfaisante

Genre

83. Pour mieux toucher les cibles jeunes et femmes, le projet a développé des partenariats avec le Conseil Régional de la Jeunesse (CRJ) de la région de Diourbel, l'Organisme Régional de Coordination des Activités de Vacances (ORCAV) de kaffrine et les fédérations régionales des femmes des régions de Kaolack, de Diourbel, de kaffrine et de Fatick.

84. **Information et sensibilisation pour les jeunes.** Un forum régional sur les opportunités offertes par le projet et les contraintes que rencontrent les jeunes en milieu rural a été tenu en Novembre 2012 en collaboration avec le conseil régional de la jeunesse de Diourbel. Cent (100) jeunes provenant de 17 communautés rurales dont des ASC bénéficiaires de SPAMS d'aviculture et de niébé étaient présents. Les restitutions de ce forum auront pour effet attendu un accroissement

du nombre de SPAM portés par des jeunes pour la présente campagne 2013/2014 et l'encouragement des jeunes à mener des activités agricoles. A ce jour, 10 SPAM sont portés par des jeunes.

85. Information et sensibilisation pour les femmes. Dans la zone d'intervention du projet, des contraintes spécifiques limitent l'accès des femmes au foncier. En collaboration avec la Fédération des associations pour le développement des femmes FADEF un forum régional de sensibilisation sur l'accès des femmes au foncier a été organisé dans le but de régler les problèmes liés à la pression foncière et aux résistances socioreligieuses. Ce forum a réuni 70 personnes dont 50 femmes, 2 représentants du CRJ de Diourbel. Un engagement des hommes notamment des PCR et responsables administratifs à mieux soutenir l'octroi des terres aux femmes et aux jeunes a été obtenu.

86. Renforcement de capacités des CEF. La formation en bonnes pratiques agricoles des CEF est une activité majeure dans la préparation de la campagne agricole, le suivi des parcelles et la pérennisation des activités du projet à travers la capacitation des ressources endogènes des OP partenaires et notamment des jeunes. Ainsi, 10 sessions de formation ont été organisées sur les bonnes pratiques agricoles du Mil, du Niébé, du Sésame et du Maïs. Parmi les participants, la représentativité des jeunes est de 17%. Ce taux relativement faible doit être amélioré. Des contraintes spécifiques ont limité la participation des jeunes femmes (mariage, maternité, etc.). Le projet devra veiller au respect des critères² de ciblage des CEF.

87. Appui aux SPAM d'aviculture portés par des handicapés. En raison de sa démarche inclusive des couches vulnérables, le projet a organisé en avril 2013 deux missions d'appui aux SPAM d'aviculture conduits par des handicapés à Babagarage (GIE les handicapés de Babagarage) et à Ndondol.. Au total, 3 SPAM de 20 poulaillers portés par des handicapés ont été financés en 2012 grâce à l'affinement du ciblage.

88. Formation des jeunes femmes en transformation des produits agricoles. Trente cinq (35) femmes et jeunes femmes ont été formées en transformation des mets à base de mil, maïs, sésame et sirop (citron, Nguer, Gingembre) pour encourager la consommation des céréales locales et la création d'emplois pour les jeunes femmes. Dans ce même cadre, un partenariat est en cours de finalisation avec 4 Centres d'Enseignement Technique et Féminin (CRETEF) pour la formation des jeunes filles et femmes issues des OP.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faciliter davantage l'inclusion des jeunes dans les SPAM	UCP/OP	Immédiat
Encourager l'accès aux SFD des jeunes et des femmes	UCP/OP/SFD	Immédiat
Poursuivre les ateliers d'information et de sensibilisation des jeunes sur les opportunités offertes par le projet.	UCP/GYIN	Permanent

² Ces critères sont : être membre de l'OP, être jeune et disposé à servir la communauté, respect de la parité homme/femme, être alphabétisé en français, langue nationale ou arabe

H. Conclusion

89. Les résultats du projet demeurent significatifs en ce qui concerne (i) l'amélioration de la productivité et la production agricole et (ii) la consolidation des relations contractuelles entre OP/OM, et l'autonomisation progressive des organisations de producteurs et de leurs membres.

90. L'amélioration de la productivité et de la production est due à l'accès à temps des producteurs aux intrants agricoles (semences et engrais) de qualité et au conseil agricole de proximité assuré par le CEF et le CAR. L'atteinte de ces résultats est également la conséquence d'un accès garanti au marché des producteurs à travers la contractualisation entre les OP et les OM. Dorénavant, grâce au PAFA, les producteurs commercialisent leurs productions avant même la récolte, à des prix négociés et rémunérateurs.

91. Les producteurs ont bien internalisé le système de leur accès aux intrants agricoles de qualité par leur contribution en nature (fonds de roulement intrants/épargne-intrant) pour l'achat des intrants. Ils se sont également appropriés le mécanisme de contractualisation entre les organisations de producteurs et les opérateurs de marché. En effet, un bon nombre des OP, surtout celles de première génération de 2011, sont de plus en plus capables de négocier avec les fournisseurs d'intrants, les opérateurs de marché et les institutions de financement. Cependant, dans une perspective de durabilité de ces résultats, le projet devra continuer à sensibiliser davantage et à renforcer les capacités des acteurs concernés, en l'occurrence, les producteurs, les organisations de producteurs et les opérateurs de marché, sur le respect strict des engagements contractuels.

92. Toutefois, pour garantir une bonne pérennisation des résultats atteints, le projet devra poursuivre ses efforts sur (i) l'amélioration des rendements de cultures à un niveau suffisamment élevé par rapport au potentiel des variétés ; (ii) bonne gestion par les OP du surplus de production, spécialement la contribution en nature (épargne-intrant) des producteurs ; (iii) bonne gestion et la maintenance de magasins de stockage et du matériel agricole; et (iv) la prise en compte du risque climatique.

93. Etant donné les différents rôles dévolus aux OP en matière d'achat des intrants, de contractualisation avec les opérateurs de marché pour la commercialisation des produits, des négociations avec des institutions de financement, il est important pour le projet de poursuivre le renforcement des capacités des OP en vue de leur autonomisation dans la fourniture des services socio-économiques à leurs membres de façon efficace et durable.

94. La prise en compte des jeunes et des femmes déjà en cours devrait s'améliorer par une utilisation rationnelle de l'eau pour une meilleure valorisation des cultures à haute valeur ajoutée. La production horticole de contre-saison (avec l'utilisation de l'énergie solaire) étant une activité généralement rentable qui intéresse les jeunes, le projet devra poursuivre la réhabilitation des aménagements, mais en s'assurant que les jeunes en soient bénéficiaires.

95. L'accès des producteurs aux semences améliorées étant un gage de toute amélioration de la productivité et par là de la production, le projet devra s'assurer de leur disponibilité dans sa zone d'intervention. A cet effet, le partenariat entre le projet et l'ISRA ainsi qu'avec le Programme de productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PAAO) est nécessaire pour sécuriser l'approvisionnement des OP en semences de pré-base et de leur renouvellement conformément aux exigences agronomiques.

96. L'accès au financement étant capitale pour le développement des filières, la mission appuie la recommandation de la BOAD relative à la mise en place d'un mécanisme de sécurisation des remboursements des SFD dans un compte spécial en vue de la poursuite des opérations de refinancement des SFD de la zone d'intervention du PAFA et par là, une amélioration d'accès des opérateurs du marché et des Organisations de Producteurs au financement.

97. Pour le FEM, il est nécessaire d'élaborer rapidement le PTBA 2013 relatif à la mise en œuvre les activités du FEM. A cet effet, la lettre à l'emprunteur sera amendée pour intégrer les procédures relatives au don FEM.

98. La deuxième mission de conception du PAFA-extension débutera le 3 juin 2013 et se terminera le 16 juin 2013. L'approbation de ce projet par le Conseil Exécutif du FIDA est prévue pour le mois de décembre 2013. L'achèvement du PAFA étant prévu pour septembre 2016, le PAFA le PAFA-

Extension cohabiteront ensemble pour environ 2 ans. Le Projet devra veiller pendant cette période à une exécution financière séparée de ces deux projets.

99. La revue à mi-parcours du projet aura lieu en septembre 2013. Il est donc nécessaire que toutes les mesures idoines soient prises à temps pour assurer un bon déroulement des travaux de la revue.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du PAFA et notes attribuées

Projet 1414 [752] Projet d'appui aux filières agricoles - Brouillon

Faits essentiels

Pays	Sénégal	No. du projet	1414	No. du prêt/don DSF	752
Projet	Projet d'appui aux filières agricoles			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	11/07/2013				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	5	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	31/05/2013	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	17/11/2010		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	11/09/2008			Coût total	31.61	
Accord	08/10/2008	Délai d'entrée en vigueur	17.1	FIDA Total	15.16	
Entrée en vigueur	05/02/2010	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	14.89	45
Premier décaissement	12/11/2010			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA	0.27	20
Achèvement initiale	31/03/2016	Dernier audit	29/05/2012	Financement national total	7.42	
Achèvement	31/03/2016			Beneficiaries	1.68	32
Clôture initiale	30/09/2016			Government (National)	5.75	12
Clôture	30/09/2016			Cofinancement total externes	9.03	
Nbre de prolongations	0			OFID	9.03	9

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	5	5	1. Qualité de la gestion du projet	5	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	5	5	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	5	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	5
4. Conformité à l'accord de financement	6	6	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	6	6
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	6	6
			7. Innovation et leçons apprises	5	5
			8. Prise en climat et environnement	5	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Diversification agricole et accès au marché	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	5	5
2. Développement et structuration des filières	5	5	2. Autonomisation	5	5
3. Concertation nationale, gestion savoirs & coord.	5	5	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	5
			6. Possibilité répliation à plus grande échelle	5	5

B.5 Justification des notes

Grande augmentation des rendements : mil, sorgho, niébé, sésame, bissap et maïs grâce aux semences certifiées, engrais de qualité, bonnes pratiques agricoles, et suivi de proximité des activités par les services déconcentrés de l'État. Les rendements moyens sont passés de 653 kg/ha à 1267 kg/ha du mil : 94 %; de 300 kg/ha à 466,5 kg/ha pour le sésame : 56%. Le rendement moyen du niébé : de 350 kg/ha à 606,7 kg/ha, augmentation de 73%. Le rendement moyen du maïs est passé de 1359 kg/ha à 2420 kg/ha, augmentation de 78% et enfin le rendement sorgho de 965 kg/ha à 2520 kg/ha, augmentation de 161%. Il y'a un accès garanti des producteurs au marché non traditionnel (agro-industriels et unités de transformation). 112 contrats OP/OM ont permis d'écouler 561,2 tonnes de mil, 14 tonnes de sorgho, 374 tonnes de sésame, 96,4 tonnes de niébé, 2,3 tonnes de bissap et 238,2 tonnes de maïs. Les contrats ont renforcé la confiance entre producteurs et OM et la transparence dans les filières. Les couples OP/OM constitués en première année ont reconduit à 100% lors de la deuxième année avec un doublage des quantités. Les crédits de commercialisation du SAFIR (93 000 000 F CFA) et les autres institutions de financement (72 000 000 FCFA) ont été remboursés à 100%. Les tables de concertation (Mil/sorgho, niébé, sésame et bissap) sont opérationnelles. Elles ont amélioré l'accès à l'information sur les prix et les marchés aux acteurs des filières. Elles commencent à prendre en charge les frais de fonctionnement (entre 25 000 à 35 000 FC et les cotisations annuelles.. Les OP accèdent aux intrants et matériels agricoles seuls. Six OP ont démarré la mise à l'échelle des sous-projets.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	5	5
C.2 Sécurité alimentaire	5	5
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	5	5
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	5	5

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

La gestion administrative et financière du projet est bien tenue. Les opérations relatives à la prise en charge des différentes fonctions fiduciaires sont à jour. Les états financiers au 31/12/12 ont été transmis au FIDA le 28 /03/12. L'augmentation des rendements de mil, sorgho, niébé et maïs a fortement amélioré la sécurité alimentaire. Les ménages disposent d'un stock de mil, sorgho, niébé et maïs pour plus de 12 mois. La consolidation (Autorisation de fabrication, équipement, formation et suivi) des UTCL des sous-projets, la formation des formatrices sur les techniques de transformation. Le système de conseil rural de proximité a fortement augmenté l'utilisation du compost, du labour des champs et du semis à humique du mil. Les producteurs sont informés du démarrage de l'hivernage et la configuration de la campagne grâce à l'information agro-météorologique. Pour la régénération des sols, les tables filières et l'Institut Nationale de pédologie (INP) ont démarré un programme de phosphatage sur 150 ha. Le projet en partenariat avec l'ISRA est en train de mettre en place des haies vives défensives autour des 7 périmètres hydro-agricoles. Les femmes, les jeunes et les hommes accèdent à la même quantité d'intrants et exploitent équitablement. Le projet a développé des innovations très intéressantes la farine enrichie pour les enfants de six (6) mois à 2 an; gestion communautaire du matériel agricole permettant aux femmes et jeunes de disposer de matériels agricoles et semer en même temps que autres producteurs; (iii) l'utilisation du téléphone cellulaire par les tables filières (mil et niébé) pour informer les OP et les OM sur les prix des marchés de références, (iv) le fonds de roulement intrants pour l'autonomie économique et sociale des ménages pauvres et (v) l'utilisation de pompe solaire pour améliorer la disponibilité de l'eau dans les périmètres .

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	5
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

A quatre (4) mois de la mi-parcours les résultats du projet concernant l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages sont en phase d'être atteints. La période de soudure est ramenée de 6 mois en moyenne dans la zone à zéro mois grâce à la forte production de mil, niébé, de sésame et de maïs et la diversification de la production. Concernant l'aviculture villageoise améliorée, les (3 sous projets démarrés en 2011 ont largement contribué à la sécurité alimentaire des ménages (1860 poulets et 2 977 œufs autoconsommés) et à l'augmentation des revenus à travers la commercialisation de 1869 sujets et de 2008 œufs. Les excédents de productions sont commercialisés à travers les contrats de commercialisation avec les opérateurs de marché (agro –industriels, les unités de transformation) à des prix négociés et rémunérateurs. Grâce à l'augmentation des revenus, les ménages investissent dans le matériel agricole, la construction de logement en dur, la prise en charge de la scolarité des enfants et des soins médicaux. Les tables filières organisent des journées de promotion des céréales locales et à des foras afin de sensibiliser les populations sur les techniques, les recettes à base de produits locaux. Pour l'amélioration de la malnutrition infantile, le projet a appuyé 2 unités de transformation à développer une farine enrichie composée de mélange de produits locaux (mil, maïs, huile de palme, huile d'arachide...).

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats		
---	--	--

Aspects fiduciaires	La gestion financière du projet est satisfaisante avec l'utilisation des outils appropriés de gestion. Les états ont été certifiés sans réserve par l'auditeur, ce qui constitue une performance notable. Le rapport d'audit pour l'exercice 2011 a relevé des observations mineures relatives à l'amélioration du système de contrôle interne, le projet l'a déjà mis en œuvre. L'audit pour l'exercice 2012 est en cours.
Avancement de l'exécution du projet	Au 30 Avril 2013, le PTBA est exécuté physiquement à 54% tandis que le taux de décaissement du PTBA se situe à 34% et le taux d'exécution du budget est de 34% et les taux par bailleur sont respectivement de : 37%/FIDA ; 29%/DON FIDA ; 24%/ETAT ; 21%/OFID et 79%/ Bénéficiaires. Toutes fois, avec la prise en compte des engagements, le taux de décaissement du PTBA 2013 serait de 49%. À quatre (4) mois de la revue à mi-parcours, les indicateurs de performances et des résultats du projet sont en phase d'être atteints. Cependant, le projet doit accélérer la mise en place des infrastructures d'appui à la mise en marché.
Produits et réalisations	Le PAFA a favorisé une augmentation des superficies emblavées et la production des cultures soutenues. Pour 2012/2013 : 5276 ha mil (2751 ménages) pour une production d'environ 7100 tonnes Le sorgho, 40 ha (40 ménages), pour une production de près de 100 tonnes. Bissap, la superficie emblavée (167,227 ha) représente 51 % des superficies emblavées de la région durant cette campagne. Pour le sésame, les superficies emblavées à Kaffrine (528 ha) représentent 14.5% des superficies emblavées dans la région et le sésame représente 23.5% de la production dans la région. Les rendements moyens sont passés de 653 kg/ha à 1267 kg/ha, mil, augmentation de 94 %; de 300 kg/ha à 466,5 kg/ha sésame, augmentation de 56%. Pour le niébé, le rendement moyen est passé de 350 kg/ha à 606,7 kg/ha, augmentation de 73%. Le maïs, de 1359 kg/ha à 2420 kg/ha, augmentation de 78% et le sorgho, de 965 kg/ha à 2520 kg/ha), soit une augmentation de 161%. Le projet a également facilité, l'accès à l'eau à 595 ménages. 40,25 ha exploités sur un objectif de 150 ha à mi-parcours soit 26.8 %. Des pompes solaires ont été mis sur place dans 4 périmètres. Cela a permis la relance de l'exploitation des périmètres, l'augmentation des surfaces exploitées (Sambé de 3 à 6 ha), l'augmentation des rendements et le retour de jeunes dans ledit village. 4 protocoles d'accord signés avec les Services d'Appui au Développement Local qui ont mobilisé 37 agents du CADL pour l'accompagnement de proximité. 2077 personnes membres de 95 OP partenaires du PAFA ont amélioré leur capacité organisationnelle, de gestion et de bonne gouvernance. 20 Centres de Développement Filières ont été construits et équipés dont 09 de 60T et 11 de 120T..
Durabilité	Le projet a anticipé sur la durabilité grâce à une bonne campagne de sensibilisation et d'information des acteurs sur les mécanismes, la mise en relation entre les OP /OM et les institutions de financement, la mise en place d'un système de conseil rural basé sur la mobilisation sociale des personnes ressources endogènes (271 CEF) et les services d'appui à la base, l'appui en dynamique organisation des OP (95 OP), le développement d'un partenariat avec 24 services techniques pérennes , 7 chambres consulaires (CCIA et chambres de métiers), 4 ONG, la mise en place de 4 tables de concertation des acteurs des filières et 5 coopératives qui fédèrent des transformateurs des régions de Thiès, Kaolack, Kaffrine, Fatik et Diourbel. Les OP partenaires du projet sont actuellement autonomes pour l'accès aux intrants de qualités et matériels agricoles. Elles sont capables d'acheter et de distribuer à leurs membres des intrants de qualité, de négocier directement avec des fournisseurs d'intrants, des OM et des institutions de financement sans l'accompagnement du projet. Pour garantir le financement des intrants et du matériel agricole, le projet a sensibilisé les OP à mettre en place un fonds de roulement intrants. Ce mécanisme permet à près de 9000 ménages vulnérables de mobiliser leur contribution et d'autofinancer à terme leurs besoins en intrants et en matériels agricoles. Cela a facilité aux producteurs et productrices de disposer des intrants à temps et de pouvoir respecter les itinéraires techniques conseillés. Les couples OP/OM sont solides et durables. Quarante couples (40) OP/OM mis en relation en 2011 ont poursuivi leur contrat de commercialisation en 2012. Des OP ont commencé à étendre le sous-projet au niveau de l'organisation.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Retards dans la mise en place des infrastructures communautaires conséquence de la mise en place tardive des fonds OFID	Etudier les possibilités de réduire la contribution des OP à 10% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle.	Immédiat	Prise de contact avec l'OPIP pour amender l' Accord de prêt OFID
Retards dans la mise en place des infrastructures communautaires conséquence de la mise en place tardive des fonds OFID	Accélérer la mise en place des infrastructures communautaires (les magasins de stockage et les pistes rurales)	Immédiat	Debut des travaux
Retards dans la mise en place des infrastructures de désenclavement conséquence de faible capacité financière des communautés rurales	Analyser les capacités financières des CR et explorer avec l'OFID les possibilités d'amendement de l'accord de prêt	Immédiat	A débiter au mois de juillet 2013





Observations supplémentaires




Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
Améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin Arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées.	IOD1 - *% de ménages cibles bénéficiant d'une sécurité alimentaire accrue d'au moins 30 %	60 %			
	IOD2 - *Taux de baisse du % de prévalence de la malnutrition infantile	30 %	<i>Insuffisance</i> % de filles : 15 <i>pondérale (poids/âge)</i> % de garçons : 17 <i>Malnutrition</i> % de filles : 28 <i>chronique (taille/âge)</i> % de garçons : 31 <i>Malnutrition</i> % de filles : 9 <i>Aigue (poids/taille)</i> % de garçons : 12		Les valeurs sont fournies par l'enquête SYGRI de référence
	IOD3 - *% de ménages dont l'indice d'accumulation de biens a augmenté	20 %	<i>Ménages les plus pauvres</i> % des ménages : 20 % des femmes Chefs de ménage : 5 <i>Ménages pauvres</i> % des ménages : 19,9 % des femmes Chefs de ménage : 7 <i>Ménages moyennement pauvres</i> % des ménages : 20 % des femmes Chefs de ménage : 6 <i>Ménages riches</i> % des ménages : 19,9 % des femmes Chefs de ménage : 7 <i>Ménages très riches</i> % des ménages : 20 % des femmes Chefs de ménage : 13		
	IOD4 –Nombre de bénéficiaires des services du projet	140 000	0	8 868	Nombre de personnes bénéficiaires

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	IOD5 – Nombre de ménages bénéficiaires	32 000	0	88 680	Nombre de ménages bénéficiaires
OS1 : Les petits producteurs de la zone du projet, y compris les plus démunis, développent des activités économiques profitables fondées sur des arrangements contractuels avec des opérateurs de marchés dans le cadre de filières porteuses qui valorisent le potentiel agro-écologique local.	IR101 - Niveau d'augmentation des revenus des petits producteurs impliqués dans des SPAM	30%	0 %	0%	
	IR102 - % des bénéfices dégagés par les SPAM bénéficiant directement aux petits producteurs	60%	0%	0%	
	IR103 - *Niveau d'accroissement des revenus des producteurs bénéficiant de parcelles irriguées	50%	0%	0%	
	IR201 - % de la valeur ajoutée perçue par les producteurs aux niveaux local, régional et national dans les filières appuyées par le projet.	30%	0%	0%	
OS2 : Les acteurs des filières sélectionnées, dont les petits producteurs et en particulier les plus vulnérables, se concertent au niveau du Bassin arachidier et au niveau national pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement.	IR202 - % de recommandations des tables de concertation mises en œuvre bénéficiant directement aux groupes vulnérables, dont les femmes et les jeunes (par filière)	60%	0%	5 %	
	IR203 – Nombre de lois et réglementations favorables aux petites exploitations agricoles en cours d'application aux niveaux local, régional et/ou central.	6	0%	2	Lois sur la protection sociale (assurance maladie) Loi sur les Filières Marchés au niveau régional
	IR204 - Taux de satisfaction des OP/OM par rapport à la qualité du dialogue politique et des services rendus par les Tables filières	60%	0%	0%	
	IR205 - % des infrastructures communautaires réalisées, régulièrement et correctement entretenues	80%	10 %	0%	
	IR206 - Taux de satisfaction des OP des filières sur la prise en compte de leurs besoins dans la planification et la réalisation des investissements communautaires	60%	0%	0%	
Composante 1/ Diversification agricole et accès au marché					
Les OP commercialisent une gamme plus variée de produits dans le cadre d'accords	IRI101 : Nombre de SPAM élaborés et financés pour les filières	150	0	267	
	IRI102 : Nombre d'OP engagées dans	300	0	294	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
contractuels durables et mutuellement bénéfiques avec des OM.	les SPAM				
	IRI103 : Volume de financement mobilisé par le partenariat OP/ OM pour les SPAM (Million de F CFA)	2 418	0	298	Dont 51.835 millions F cfa en 2011 et 246.004 millions F cfa en 2012
	IRI104 : % de financement des SPAM assumé par les OP/OM	50%	0%	35.3 %	
	IRI105 : Encours de prêts octroyés aux OP/ OM partenaires (Millions de F CFA)	1 300	0	276	118 millions F cfa en 2011 et 158 millions F CFA en 2012
	IRI106 : Taux de remboursement des encours des prêts obtenus :	95%	0%	100%	
	IRI107 : Evolution des surfaces cultivées par filière (en Ha) et du nombre de sujets (aviculture)				
	mil/Sorgho	4600	0	5316	
	Niébé	1410	0	1090	
	Sésame	2900	0	1600	
	Bissap	1000	0	266	
	sujets (Aviculture)	6400	0	8460	
	Sous secteur du maraîchage	280	0	49	
	(Autres : apiculture : nombre de ruches Filière Maïs)		0 0	50 382	
	IRI108 : Taux de croissance des revenus par Ha et par filière :				
	Mil/Sorgho :	30%	0%	16 %	
	Niébé :	40%	0%	17%	
	Sésame :	30%	0%	40%	
	Bissap :	30%	0%	0%	
	Aviculture :	40%	0%	60%	
	Sous secteur maraîchage	40%	0%	0%	
	Autres (apiculture)	20%	0%	0%	
	IRI109 : Evolution des volumes de production enregistrés par filière (en Tonnes):				
	Mil/Sorgho :	4700	0	9403	2225 T en 2011 et (7178 T en 2012 : 101 T de sorgho et 7077 T)
	Niébé :	705	0	905.1	248 T en 2011 et 657.1 T en 2012
	Sésame :	2280	0	1435	685 T en 2011 et 749.7 T en 2012
	Bissap :	355	0	80	L'appui a démarré en 2012
	Aviculture :	100	0	6	1 T en 2011 et 4.5 en 2012

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	Ss secteur maraîchage	3961	0	106	5 T en 2011 et 101 T en 2012
	Autres (apiculture) :		0		
	IRI1010 : Part des volumes de productions mise en marché par filière (en %)				
	Mil/Sorgho :	30%	0	29%	
	Niébé :	30%	0	30%	
	Sésame :	80%	0	83%	
	Bissap :	50%	0	68%	
	Aviculture :	70%	0	68%	
	Ss secteur maraîchage :	80%	0	70 %	
	Autres (apiculture) :				
	IRI1011 : *Nombre de personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	6000	0	4510	600 personnes en 2011 et 3760 personnes en 2012 et 150 en 2013
Les infrastructures d'irrigation à la parcelle nécessaire pour accroître la productivité de l'agriculture et l'intensité culturale sont mises à la disposition des petits producteurs	IRI1012 : % des producteurs agricoles ayant adopté les techniques recommandées	70%	0%	85 %	
	IRI1013 : % de ménages agricoles touchés bénéficiant d'un accès garanti aux ressources hydriques	30%	0%	7 %	
	IRI1014 : * Superficie (ha) de périmètres irrigués aménagés (par genre)	280	0	34.07	
Composante 2/ Développement et structuration des filières					
Les petits producteurs, y compris les plus vulnérables, et les autres acteurs des filières sélectionnées surmontent les principales contraintes entravant le développement de leur filière, dans le cadre de concertations et de plans stratégiques et opérationnels d'actions adaptés.	IRI201 - % d'OP représentent les petits producteurs, les femmes, les jeunes dans les tables de concertation	50%	0 %	51 %	
	 Filière mil/sorgho  Filière niébé  Filière sésame  Filière bissap			56 % 63 % 29 % 56 %	
	IRI202 : % de productrices parmi les membres des instances décisionnelles des OP partenaires du projet (faitières)	40%	0%	49 %	
	IRI203 : % de producteurs/OP représentés dans les tables de	30%	15%	54%	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
	concertation régionales (et nationales)				
	IRI204 : Nombre de tables filières mises en place et fonctionnelles (réunions, plan stratégique et plans d'actions annuels, auto-évaluations,)	6	0	4	Dont 3 en 2011
	IRI205 : Niveau d'exécution des plans d'actions filières  Plan d'action mil/sorgho  Plan d'action niébé  Plan d'action sésame	60%	0%	36.4 % 35.7 % 27.8 %	
	IRI206 : Part des faitières dans les volumes d'intrants consommées par les OP touchées	40%	0%	1010%	
	IRI207 : Part des faitières dans les volumes de productions évacués par les OP touchées	40%	0%	10%	
	IRI208 : Nombre de sous projets filières par type qui ont été élaborés et menés à bien :	30	0	17	Production de semences (mil, niébé et sésame) Participation aux foires (3 foires) Renforcement des capacités des OP faitières Appui institutionnel aux OP faitières Appui à la diffusion de solutions techniques et commerciales de la (Fédération Nationale des Centrales d'Achat
Les infrastructures collectives nécessaires pour lever les principales contraintes à la commercialisation au sein des filières prioritaires, sont construites et gérées durablement.	IRI209 : * % des comités de gestion d'infrastructures fonctionnels (par type d'infrastructure)	80%	0%	26%	
	IRI2010 : * Nombre d'installations de commercialisation, de transformation, de stockage aménagées et/ou remises en état.	80	0	21	1 magasin de collecte primaire réceptionné 20 autres magasins en cours de construction
	IRI2011 : Part des producteurs SPAM ayant accès aux infrastructures financées	70%	0%	2 %	
	IRI2012 : Niveau d'utilisation de ces infrastructures (par exemple évolution des volumes stockés)	80%	0%	41%	
Composante 3 / Concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du projet					
Les OP et OM actifs dans les filières appuyées par le projet	IRI301 : Nombre et type d'outils d'information développés pour les OP	30	0	20	

Objectifs, Effets et produits/composante	Indicateurs objectivement vérifiables	Pré-évaluation	Situation de référence	Niveau actuel	Commentaires
ont accès aux informations dont ils ont besoin pour améliorer leurs performances	et OM des filières retenues				
	IRI302 : Part des OP de la zone satisfait de la qualité des informations disponibles sur les marchés agricoles	50%	0%	40%	
	IRI303 : Part des OM actifs satisfaits de la qualité des informations disponibles sur les filières agricoles ciblées	50%	0%	40%	
Les petits producteurs, y compris les plus vulnérables, et les autres acteurs des filières sélectionnées se réunissent au niveau national et formulent des recommandations quant aux mesures à prendre par le Gouvernement et/ou d'autres intervenants au niveau national.	IRI304 : Nombre d'OP et/ou faitières représentées au sein des cadres de concertation interprofessionnels au niveau national	6	0	0	
	IRI305 : Nombre de recommandations des cadres filières formulées et mises en œuvre (cumul)	10	0	0	
Les ressources du projet sont utilisées avec efficience et en cohérence avec les objectifs et les résultats attendus du projet.	IRI306 : *Taux de décaissement des prêts et dons	99%	0%	39 %	
	IRI307 : Au moins 75 % des activités et budgets prévus dans le PTBA sont réalisés et déboursés	75%	0%	32 %	
	IRI308 : Le système de S&E est mis en place et fonctionnel	Oui	non	Oui	
	IRI309 : Nombre de rapports d'exécution technique, financier et d'audit du projet fournis à temps	12	0	6	
	IRI3010 : Les instances de pilotage se réunissent régulièrement	2	0	4	
	IRI3011 : % des indicateurs de performance clés sont clairement identifiés et mesurés	90%	0%	75 %	
Les agences d'exécution chargées de la mise en œuvre des activités du projet sont compétentes et contribuent efficacement à l'atteinte des objectifs et des résultats attendus du projet	IRI3012 : Les indicateurs de performance stipulés dans les contrats des AE sont atteints :	80%	0%	65 %	

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Poursuivre les activités de sensibilisation des acteurs sur les mécanismes de durabilité des acquis du projet	Immédiat	UCP/AGEX	
	Mener les activités de dialogue politique entre les acteurs des filières et l'Etat	Immédiat	MARE/DAPSA/UCP	
	Etudier avec les partenaires concernés, la possibilité de réduire la contrepartie de 10 % des collectivités locales	Immédiat	MEF /OFID/Collectivités locales t	
Produits/Avancement	Etudier la possibilité d'extension du périmètre maraîcher de Sambé pour intégrer les jeunes	Immédiat	UCP/Specialiste Infrastructures	
	Réduire la contribution des OP à la mise en place les infrastructures d'irrigation à la parcelle de 20 à 10%	Immédiat	MAER/MEF/OFID	
	Clôturer les magasins de stockage pour les sécuriser	Immédiat	UCP	
Durabilité	Sensibilisation et renforcement des capacités des producteurs pour respecter les clauses contractuelles (quantité, qualité, délais de livraison, etc.)	Immédiat	UCP/Tables filières	
	Améliorer en relation avec les tables filières des supports pour la collecte et la transmission des informations en utilisant des TIC	Juin 2013	UCP/GYIN	
Suivi et Evaluation	Mettre à niveau les équipes de suivi évaluation sur les outils SYGRI	Octobre 2013	FIDA/UCP	
Aspects fiduciaires	Transmettre le rapport final de l'audit des comptes 2012.	15/06/13	CAP/COORDO/RAF	En cours
	Mettre à jour, le moment venu, les manuels de procédures et d'exécution, pour prendre en compte le FEM et le PAFA Extension	Pour mémoire	COORDO/RAF	A mettre en œuvre
	Contacter l'expert/consultant TOMPRO pour le passage à la version TOM2 et le paramétrage des formulaires FIDA	31/08/13	RAF	En cours

Suivre avec le PROMER le transfert d'une partie de ses immobilisations au PAFA, dans le cadre de l'arrimage du SAFIR/PAFA	Pour mémoire	IAF/Dir/PROMER/Coordo/PAFA et RAF des 2 projets	A mettre en œuvre
Prendre les dispositions administratives nécessaires pour affecter les locaux de l'antenne PROMER/Kaolack au PAFA, dans le cadre de l'arrimage du SAFIR/PAFA	Pour mémoire	MAER	A mettre en œuvre
Amorcer le processus de recrutement du personnel prévu dans le cadre de la mise en œuvre des activités du FEM	Pour mémoire	MAER/COORDO	A mettre en œuvre
Adresser une requête au FIDA pour amender l'accord de prêt FIDA, afin de prendre en compte l'ancrage du SAFIR au PAFA.	30/06/12	MEF	
Prendre en compte dans le cadre de la prochaine mission d'évaluation du PAFA extension, le personnel visé dans le présent aide mémoire afin de mettre en adéquation le dispositif organisationnel et de gestion avec les exigences opérationnelles de la future entité ; le moment venu, procéder au recrutement du personnel cadre à travers un cabinet spécialisé.	Pour mémoire	FIDA	A mettre en œuvre
Participer à la formation e-Learning en matière de gestion financière des que la version française soit disponible.	31/08/13	Cadres et SAF du projet	A mettre en œuvre
Réviser le PTBA 2013, en prenant les SPAM de la troisième génération	30/06/13	COORD/RSE/SDF/RAF	A mettre en œuvre
Finaliser et transmettre la DRF N° 19 /FIDA d'un montant de 315 783 986 FCFA	31/05/13	COORDO /RAF	En cours
Assurer le suivi du transfert par la CNCAS du montant de 151 210 358 FCF, au FIDA pour régulariser le double paiement de la DRF N° 17	31/05/13	RAF/CNCAS	En cours
Assurer le suivi du règlement de la DRF N° 03 auprès de l'OFID	31/05/13	Coordo/RAF	En cours
Documenter la demande éventuelle de relèvement du niveau de l'avance initiale du compte spécial/OFID	31/07/13	Coordo/RAF/DI	A mettre en œuvre
Elaborer le PTBA/2013, relatif à la mise en œuvre des activités du FEM pour compléter les conditions préalables au décaissement du fonds	30/06/13	Coordo/RAF/RSE	A mettre en œuvre
Amender la lettre à l'emprunteur/FIDA pour prendre en compte le FEM	31/07/13	FIDA	A mettre en œuvre
Examiner l'adéquation du niveau de contribution requis de 20% pour les infrastructures d'irrigation à la parcelle	Revue à mi-parcours	MAER/FIDA/PAFA	A mettre en œuvre

Genre	Prendre en compte toutes les observations formulées et les améliorations proposées pour optimiser la gestion des ECD	Pour mémoire	RAF/CPT/AC et équipe technique	A mettre en œuvre
	Faire une évaluation technique et financière du dispositif institutionnel	31/08/13	Coordo/ Consultant extérieur	A mettre en œuvre
	Procéder à une revue de la traçabilité des ressources sur un échantillon significatif de Spam	31/07/13	Coordo/cabinet d'audit du projet	A mettre en œuvre
	Faciliter davantage l'inclusion des jeunes dans les SPAM	Immédiat	UCP/OP	
	Encourager l'accès aux SFD des jeunes et des femmes	Immédiat	UCP/OP/SFD	
	Poursuivre les ateliers d'information et de sensibilisation des jeunes sur les opportunités offertes par le projet.	Permanent	UCP/GYIN	

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Période : Janvier - Mai à Kaolack, Sénégal								
Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
Composante I : Diversification agricole et accès au marché								
Sous Composante 1.1 : Appui à la production et à la contractualisation avec les opérateurs de marché								
11A1 : Information et sensibilisation	nombre de contrats de performane signés avec l'ANCAR (DZ BAN et DZ BAS)	nombre	2	2	100	6	10	60
	nombre de protocoles signés avec les chambres consulaires de Kaolack, Fatick, Diourbel, Kafrine	nombre	4	1	25	9	12	75
	nombre d'ateliers communautaires d'information et de sensibilisation organisés	nombre	30	2	6,7	156	101	154
	nombre d'ateliers d'information spécifiques aux femmes rurales et aux jeunes ruraux	nombre	5	2	40,0	11	20	55
	nombre d'ateliers d'information des Opérateurs de Marché organisés	nombre	2	0	0	8	16	50
	Nbre de journées d'intermédiation commerciale	nombre	4	0	0	22	20	110
	Nombre d'émissions radio animées	nombre	10	6	60	28	nd	#VALEUR!
1.1.A2 : Préparation des sous projets accès aux marchés	Nombre de rencontre du comité technique d'analyse des fiches de pré-qualification	nombre	1	1	100	4	6	67
	Nombre d'ateliers de mise à niveau des membres des CRA	nombre	4	3	75	11	8	138
								55
	Nombre de réunions d'approbation des SPAM	nombre	4	3	75	11	20	

	Nombre de SPAM élaborés	nombre	50	115	230	267	150	178
	Nombre de sous projets (SP) mil/sorgho cofinancés	nombre	5	30	600	80	18	444
	Nombre de sous-projets de niébé cofinancés	nombre	8	20	250	63	33	191
	Nombre de sous projets de sésame cofinancés	nombre	10	5	50	15	20	75
	Nombre de sous projet aviculture cofinancés	nombre	12	28	233	38	46	83
	Nombre de sous projets bissap cofinancés	nombre	7	20	286	26	13	200
	Nombre de sous projet filière complémentaire cofinancé	nombre	30	12	40	17	38	45
	Nombre de ménages bénéficiaires des sous projets	nombre	9 697	7 256	75	14 498	14 000	104
	Nombre d'OP engagées	nombre	300	115	38	294	300	98
	Nombre d'OM engagés dans les SPAM	nombre	80	0	0	53	80	66
	Nombre d'autorisation FRA obtenus par les OM	nombre	5	6	120	41	30	137
	Nombre d'unités de transformation produits agricoles consolidés	nombre	5	1	20	7	nd	
1.1.A3 Appui et suivi de la mise en œuvre des SPAM	superficies cultivées en Mil/sorgho	ha	1000	0	0	5316	4600	116
	superficies cultivées en Niébé	ha	410	0	0	610	1410	43
	superficies cultivées en Sésame	ha	1300	0	0	1600	2900	55
	superficies cultivées en Bissap	ha	734	0	0	266	1000	27
	nombre de poulaillers améliorés construits (Aviculture)	nombre	260	0	0,0	846	1100	77
	nombre de sujets avicoles introduits	nombre	2600	0	0,0	8460	6400	132
	Nombre de CEF	nombre	300	305	101,7	469	600	78
	Nombre de producteurs formés sur les BPA	nombre	3000	150	5,0	4510	6000	75
	Nombre de producteurs formés sur les BPAnimaux	nombre	100	48	48,0	894	1000	89
	Nombre de Personnes formées dans les domaines de la post production, de la transformation et de la commercialisation	nombre	100	271	271	331	600	55

	nombre de Manuels sur bonnes pratiques agricoles élaborés	nombre	1	0	0	4	5	80
	Autres atelier de formation des membres des OP (la gestion comptable et administrative, contractualisation commerciale...)	nombre personnes	100	90	90	118	300	39
	Nombre de visites d'échanges sur les Bonnes Pratiques Agricoles	nombre	3	2	67	9	20	45
	Nombre de'OP faitières (réseaux des OP) créés/consolidés	nombre	3	15	500	21	10	210
	Nombre de protocole avec SADL	nombre	4	4	100	8	nd	#VALEUR!
	Nombre de missions de Suivi et d'appui conseil aux SPAM	nombre	24	50	208	164	150	109
	Protocole avec DRDR	nombre	4	4	100	12	16	75
	Nombre de SPAM financés	nombre	80	0	0	152	150	101
	Nombre d'OP engagées	nombre	90	0	0	179	300	60
	Volume total de financement mobilisé par le partenariat OP/ OM pour les SPAM (en millions F CFA par an)	Millions F CFA	300	0	0,00	298	2418	12
Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%	Total effectif cumulé	Objectif de la préévaluation	%
Sous Composante 1.2 : Infrastructures d'irrigation à la parcelle								
12A1 : Réhabilitation, Réalisation des périmètres et équipement d'irrigation	Superficies aménagés ou remises en état	ha	114,5	6,67	6	43	280	15
	Superficies équipés de système d'irrigation	ha	14	2	14	16	280	6
	Nombre de comités de gestion mis en place/consolidés	nombre	31	2	6	16	80	20
	Membres de comité de gestion formés	nombre	30	60	200	109	nd	
12A2 : Intrants intensification agricoles	Superficies mises en valeur	ha	30	20,25	68	69,25	280	25
12A3 : Assistances à la maîtrise d'ouvrage technique et sociale	Manuel sur BP maraichères élaboré	nombre	1	1	100	1	1	100
	Protocole avec ARD	nombre	4	4	100	4	12	33

	Personnes formées aux méthodes et techniques de production maraichères	nombre	130	205	158	205	nd	
12A4 : Études, Contrôle et suivi des travaux	Élaboration de guide de suivi, de gestion et de maintenance des infrastructures d'irrigation	nombre	1	0	0	0	1	0
Composantes/Sous composantes ou produits	Indicateurs	Unité	PTBA	Chiffres effectifs	%		Objectif de la préévaluation	%
Composante II : Développement et Structuration des filières								
Sous composante 2.1 : Développement des filières								
21B1 : Table de concertation, plans stratégiques et plan d'action	nombre de tables concertation filières (mil/sorgho, sésame, Nièbé, Bissap et aviculture) mis en place	nombre	1	0	0	4	5	80
	Nombre de plans stratégiques élaborés	nombre	1	0	0	4	5	80
	Nombre de plans d'action annuel élaborés/réactualisés	nombre	4	4	100	5	5	100
	Nombre de contrats de performance signés avec prestataires filières et directions techniques	nombre	2	3	150	8	5	160
	Nombres de réunions des tables filières	nombre	12	12	100	36	ND	
	Organisations faitières consolidées et/ou créées	nombre	7	5	71	17	10	170
	Niveau d'exécution des plans d'actions filières	%	90	40	0	53	60	90,0
21B2 : Préparation, mise en œuvre et suivi des sous projets filières	Producteurs et productrices ayant appliqués les bonnes pratiques agricoles recommandées	nombre	150	0	0	3760	4 200	0,90
	Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols	ha	100	150	150	3880	10 197	38
	Nombre de sous projet innovations techniques et commerciales cofinancés	nombre	4	1	25	5	5	100

	Nombre de sous-projets de renforcement des capacités des organisations faitières de producteurs cofinancés	nombre	4	4	100	6	5	120
	Nombre de sous projets d'appui à la diffusion de solutions techniques et organisationnelles cofinancés	nombre	2	1	50	13	5	260
	Nombre de sous projet d'appui à la gestion de l'environnement cofinancés	nombre	4	2	50	2	5	40
	Participation aux foires pour la promotion des produits agricoles	nombre	2	3	150	6	5	120
21B3 : Accès à la finance rurale	Nombre de couples OP/OM ayant bénéficié des crédits de commercialisation	nombre	30	0	0	15	100	15
	Volume total de financement mobilisé par les couples OP – OM pour financer les activités	Millions F CFA	200	0	0	158	1 300	12
	Taux de remboursement des encours des prêts obtenus	%	95	100	105	100	95	105
	Fora sur l'accès des groupes vulnérables, couple OP/OM aux IMF et banques commerciales services financiers signature de protocoles d'accord avec le SAFIR/PROMER	Nombre	1	0	0	0	nd	
	Rencontres d'intermédiations financières entre les couples OP/OM et les IMF et structures bancaires	Nmbre	1	0	0	2	nd	
	Partenariat PAFA-SAFIR; PAFA-Mutuelle d'épargne et de crédit	protocole	3	1	33	3	nd	
Sous composante 2.2 : Infrastructures communautaires								
22B1 : Information et sensibilisation des Élus locaux	Nombre d'élus locaux informés sur la mise en œuvre des infrastructures communautaires	nombre personnes	50	20	40	85	nd	

22B2 : Préparation et mise en œuvre des sous projets d'infrastructures communautaires	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (hangar)	nombre	6	0	0	0	30	0
	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (Magasin de collecte primaire)	nombre	15	0	0	10	38	26
	* Installations de commercialisation, aménagées / remises en état par genre (Magasin de stockage)	nombre	15	0	0	11	36	31
	Routes construites/remises en état (Km)	km	30	0	0	0	100	0
	Superficies aménagées autour des bas fonds	ha	30	0	0	0	120	0
22 B 3 Assistance à la maîtrise d'œuvre technique et sociale	Comités de gestion et de maintenance des infrastructures hydrauliques fonctionnels	nombre	30	2	7	7	40	18
	Guide de gestion et de maintenance des infrastructures communautaire élaboré	nombre	1	0	0	0	nd	
	Groupe de commercialisation créés/consolidés	nombre	30	0	0	20	40	50
	Nombre de membres des comités de gestion formés	nombre	100	140	140	165	400	41
	Élaboration-cadre de gestion environnementale et sociale	nombre	1	0	0	0	1	0
Composante III : Concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du projet								
Sous composante 3.1: Concertation nationale et gestion des savoirs								
31C1 : Dialogue politique/concertation interprofessionnelle	Cadres de concertations interprofessionnels mis en place	nombre cadre	2	1	50	1	5	20
	Plans actions annuels des cadres de concertation interprofessionnels élaborés	nombre	2	0	0	0	5	0
	nombre de Fédérations de producteurs et productrices appuyé (renforcement des capacités techniques, organisationnels et institutionnels)	nombre OP faitière	4	5	125	5	10	50

	rencontres des cadres interprofessionnels filières	nombre rencontre	2	1	50	1	nd	
	rencontres entre Gouvernement et les cadres de concertation interprofessionnels	nombre rencontre	2	0	0	0	nd	
	visites d'échanges d'expériences organisées en direction des producteurs, productrices et staff du PAFA	nombre visite	2	0	0	0	nd	
	Accompagnement de la DAPS aux cadres interprofessionnels	protocole	1	1	100	1	5	20
	Études pour les cadres interprofessionnels réalisées	nombre	1	0	0	0	6	0
31C2 : Collecte, traitement et diffusion d'information et gestions des savoirs	Nombre de couples OP/OM informés sur les prix dans les marchés	Nombre	100	110	110	302	300	101
	Notes de conjonctures sélaborées	Nombre	4	0	0	2	16	13
	Manuels de bonnes pratiques édités en français et langues nationales	Nombre	6	3	50	3	7	43
	Partenariat PAFA-ARM et CSA pour la collecte des prix des produits agricoles dans les marchés	Nombre de protocole	1	0	0	1	3	33
	bulletins périodiques agro-filières édités	nombre	4	1	25	5	10	50
	nombre de visite d'échanges d'expériences sur les filières soutenues par le projet	nombre	2	0	0	0	nd	
Sous composante 3.2: Coordination, gestion et Suivi évaluation								
32C1 : Coordination et gestion administrative et financière	Taux d'exécution des activités du PTBA	%	80	52	65	52	75	69
	Réunions du comité de pilotage organisées	nombre	2	1	50	6	12	50
	Nbre de réunions de coordination trimestrielles organisées	nombre	4	1	25	7	22	31,8
	Nbre de réunions de coordination mensuelle	nombre	10	3	30	18	60	30,0
	Nombre d'audit des comptes du projet réalisé	nombre	1	1	100	2	5	40
	Demandes de décaissement (DRF et DPD) préparées à temps	Nombre	8	5	62,5	22	40	55

	Renforcement des capacités des opérateurs et prestataires	nombre de session	2	12	600	14	nd	
	Formations du personnel UCP	nombre de session	2	4	200	5	nd	
	Étudiants et stagiaires	Nombre	5	12	240	16	nd	
	Réalisation de plaquette, annonces journaux, publi-reportage, protocole d'accord avec radios locales	nombre support	3	3	100	5	nd	
	Achat fournitures (carburant, eau, électricité et téléphone), fournitures de bureau et consommables informatiques	lot	12	5	42	33	60	55
	Payements salaires, indemnités, charges patronales	mois	12	5	42	33	60	55,0
	Sélection d'une société d'assurance pour la prise en charge médicale du personnel	nombre	1	1	100	1	1	100
	Missions de supervision	nombre	2	1	50	5	12	42
	Visite des réalisations du projet	Nombre	5	2	40	6	12	50
	Entretien du bâtiment, équipement et véhicules	mois	12	5	42	29	40	73
	Frais de gestion	mois	12	5	42	29	40	73
	Évaluation du personnel de l'UCP	Nombre	1	1	100	2	5	40
	Évaluation contrats de performance et protocoles d'accord	Nombre	1	1	100	2	5	40
	Ateliers internationaux	nombre	2	2	100	5	ND	
32C2 Suivi-évaluation	Niveau de fonctionnalité du système de suivi évaluation	%	100	100	100	100	100	100
	rapports d'évaluation des activités	Nombre	5	2	40	6	5	120
	Producteurs et productrices les plus performants primés	nombre	10	10	100	10	nd	
	OP les plus performantes primées	nombre	2	1	50	1	nd	
	OM les plus performants primés	nombre	1	1	100	1	nd	
	Ateliers d'auto-évaluation des sous projets sont organisés	nombre	150	111	74	150	150	100
	Degré de vulnérabilités de 4000 ménages sont évalués	nombre	4000	2700	68	5517	14000	39
	Nombre de missions de contrôle de qualité de l'exécution des activités réalisées	nombre	8	2	25	19	48	40

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

APPENDICE 5A: PAFA/Financial performance by financier (USD 000)

Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	14888	6 344,87	42,6%
IFAD Don	267	51,95	19,5%
OFID	9029	772,70	8,6%
Government	5747	692,58	12,1%
Beneficiaries	1678	539,10	32,1%
Total	31609	8 401,20	26,6%

Explications décaissements:

IFAD Loan : 6344,87 USD; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement :350 080 728F CFA, soit 692,58 USD au taux du 14/05/13; 1USD/FCFA = 505,47

Bénéficiaires:272 501 346 FCFA, soit 539,10 USD au taux du 14/05/2013; 1USD/FCFA = 505,47

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD)

PAFA/ Financial performance by financier by component (USD '000)

Composantes	Accord FIDA			Don FIDA			OFID			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%	Current	Actual	%
DAAM	5856	2 411,05	41,2%				1777	231,81	13,0%	1824	125,06	6,86%	659	494,13	74,98%	10 116	3 262	32,2%
DSF	2643	1 142,08	43,2%		-		7051	386,35	5,5%	3096	245,28	10,00%	1019	44,98	4,41%	13 809	1 819	13,2%
CNGSC	6389	2 791,74	43,7%	267	51,95	19,5%	201	154,54	76,9%	827	322,24	38,97%	-	-	-	7 684	3 320	43,2%
Total	14 888	6 344,87	42,6%	267	51,95	19,5%	9 029	772,7	8,6%	5747	692,58	12,05%	1 678	539,10	32,13%	31 609	8 401	26,6%

Explications décaissements:

IFAD Loan : 6344,87 USD; sources/LGS (données FIDA)

Gouvernement : 350 080 728F CFA, soit 692,58 USD au taux du 14/05/2013; 1USD/FCFA =505,47

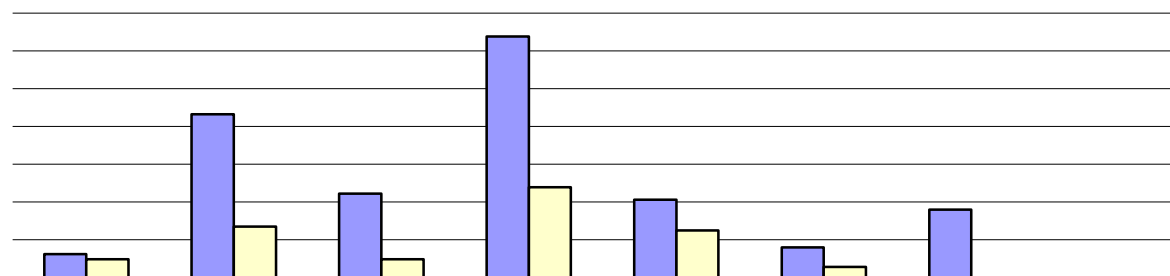
Bénéficiaires: 272 501 346 FCFA, soit 539,10 USD au taux du 14/05/2013; 1USD/FCFA = 505,47

Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 30/04/13)

N	Catégorie	Original Allocation	Disbursement (Drf 01 à 18)	Balance	%	W/A Pending (19 au PAFA)	W/A Pending	Total	%
I	Equipements et véhicules	310 000,00	239 861,32	70 138,68	77,37%			239 861,32	77,37%
II	Appui technique, formation et études	2 160 000,00	674 394,49	1 485 605,51	31,22%	253 518,68		927 913,17	42,96%
III	convention,	1 110 000,00	243 565,38	866 434,62	21,94%	29 878,44		273 443,82	24,63%
IV	Fonds pour les projets	3 190 000,00	1 193 668,00	1 996 332,00	37,42%	275 617,28		1 469 285,28	46,06%
V	Salaires et Indemnités	1 030 000,00	622 511,92	407 488,08	60,44%	74 283,39		696 795,31	67,65%
VI	Entretien/fonctionnement	400 000,00	139 068,49	260 931,51	34,77%	12 139,00		151 207,49	37,80%
VII	Non alloué	900 000,00		900 000,00	0,00%			0,00	0,00%
	Dépôt initial		995 805,14					995 805,14	
	Sous Total	9 100 000,00	4 108 874,74	4 991 125,26	45,15%	645 436,79	0,00	4 754 311,53	52,25%
II	Don FIDA/Appui technique	170 000,00	34 593,78	135 406,22	20,35%	26 044,99	0,00	60 638,77	35,67%
	Total/prêt /Don	9 270 000,00	4 143 468,52	5 126 531,48	44,70%	671 481,78	0,00	4 814 950,30	51,94%

au taux de 1DTS = 1,49689 USD et 1 USD = 505,47 FCFA, 1 USD = 0,668049 DTS : source IMF/ 14 mai 2013

SDR



■ Original Allocation

■ Disbursement (Drf 01 à 18)

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Sections	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
<u>Section 2.03 «Compte Spécial du prêt et du don »</u>	«.....le montant autorisé pourra être porté à 750 000 000 FCFA en fonction des besoins financiers du projet, sur la base des PTBA et d'une recommandation des missions de supervision....»	Pour mémoire	Cf. observations	Le niveau du compte spécial actuel est porté à 750 000 000 FCFA pour faire face aux besoins de financement des sous projets d'accès au marché et de développement des filières depuis le 31/12/2012
<u>Section 7.08 «Assurance » des conditions Générales</u>	« L'emprunteur ou l'agent Principal du projet assure les biens et les constructions utilisés dans le cadre du projet contre les risques à des montants conformes à de saines pratiques commerciales »	Pour mémoire	Cf. observations	Les véhicules immatriculés en AD-TT (Administration) ainsi que les locaux mis à dispositions (contenant et contenu) sont couverts en matière d'assurance par l'Agence Judiciaire de l'Etat.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

100. **Ateliers d'auto-évaluation des SPAM.** Les couples OP/OM appuyés par les CAR, les élus locaux, les CLCOP et les CADL, ont réalisé 111 ateliers d'auto-évaluation pour faire le bilan de la campagne 2012/2012, identifier les contraintes et tirer les enseignements de la mise en œuvre des sous projets. Au total, 147 **ateliers d'autoévaluation** ont été organisés au niveau des sites de mise en œuvre des sous projets.

101. **Forum annuel des acteurs des filières prioritaires du projet.** Afin de faire le bilan de la mise en œuvre des sous projets durant la campagne agricole 2012/2013 et partager avec les acteurs les différents enseignements, les bonnes pratiques, les contraintes et recommandations, 3 fora ont été organisés pour respectivement les filières niébé, mil/sorgho et sésame et ont permis de formuler des recommandations pour la campagne 2013/2014.

102. Renforcement des capacités sur les Bonnes Pratiques Agricoles (BPA)

Pour respecter les normes de qualité définies dans les cahiers de charge par les Opérateurs de Marché, les producteurs et productrices ont bénéficié de 215 sessions de formation sur les BPA du Mil/sorgho, Niébé, sésame et aviculture villageoise améliorée. Ces sessions ont été animées par les Conseillers en Exploitation Familiale appuyés par les CAR en référence aux manuels de bonnes pratiques. Au total, 3760 producteurs ont participé à ces sessions dont 13% de femmes adultes, 19% de jeunes filles, 28% de jeunes garçons et 40% d'hommes adultes.

103. Elaboration de manuels de Bonnes Pratiques Agricoles. Trois (3)

manuels de Bonnes Pratiques Agricoles (BPA) et un manuel sur l'aviculture villageoise sont élaborés et mis à la disposition des Organisations de Producteurs. Ces manuels ont servi de support à la formation des Conseillers en Exploitation Familiale.

Les manuels de BPA sont en phase d'illustration pour rendre plus accessible leur contenu.

Visites d'échanges des producteurs et productrices. Pour préparer la mise en valeur des périmètres maraichers, une visite d'échange dans le périmètre de Tallègne, a été organisée au profit des producteurs (33 femmes et 27 hommes) des périmètres de Ngérane Fass et Maka Mbaye. En 2012, les membres des comités de gestion, ont participé aux visites d'échange dans les fermes du Plan REVA réalisées en aval des forages de Gapakh, Diaglè. Au total 130 producteurs et productrices ont participé à ces visites d'échanges (68% femmes et 32% hommes) sur la gestion de périmètres, les méthodes de fustigation, les mécanismes de commercialisation et les itinéraires techniques. Une visite d'échange à Latmingué a permis aussi aux OP aviculture de la deuxième génération de partager l'expérience des OP Aviculture G1. Cette visite organisée avec la participation des Services régionaux d'élevage a touché 70 personnes dont 16% jeunes filles, 41% de femmes adultes 10% de jeune de garçon et 32 % d'hommes adulte.

104. Edition de bulletins trimestriels « agro-filières »

Dans le but d'informer les acteurs des filières, les partenaires institutionnels du PAFA, les autorités administratives, les partenaires financiers sur l'état d'avancement des activités et leur impact sur les ménages, le PAFA a initié un bulletin de liaison trimestriel. Son contenu porte essentiellement sur les comptes rendus d'expériences, les portraits des acteurs, l'état d'avancement sur les réalisations et les résultats des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet. Ainsi, cinq cent (500) exemplaires du premier numéro ont été distribués aux différents partenaires du projet et le deuxième numéro est disponible.

105. Note de conjoncture sur les filières. Pour améliorer les connaissances sur les filières

soutenues par le projet, la DAPS, dans le cadre du partenariat avec le projet, a élaboré trois notes de conjonctures sur les filières mil, niébé et sésame destinées aux acteurs des filières

106. Formation sur les outils ASEG appliqués aux filières agricoles. Pour une meilleure prise

en charge de la dimension genre dans la mise en œuvre des activités, le dispositif technique (UCP, prestataire filière, tables filière, les directions techniques, les agences d'exécution, les chambres de commerce, les OP faitières) du projet a bénéficié d'une session de formation sur les outils ASEG appliqués aux filières agricoles. Vingt quatre (24) personnes ont pris part à la formation. Par la suite, l'UCP a appuyé les organisations faitières à démultiplier la formation à la base. Au total, 110 personnes dont 80% femmes et 20% hommes membres de l'UGF, d'UNICOM, de la CAA de Latmingué et du Conseil Rural ont bénéficié de la démultiplication de la formation genre.

INNOVATIONS

107. Farine enrichie. Pour contribuer à la lutte contre la malnutrition infantile dans sa zone d'intervention, les opérateurs de marché « Xaritou xaleyi » de Kounghoul et ETS Keur Yaye Abi Ndao de Kaolack appuyés par le projet, ont mis au point une farine enrichie pour les enfants de 6 mois à 2 ans. La farine est constituée des produits locaux (maïs, mil, niébé, huile de palme, etc.). La valeur énergétique est évaluée à 40 kcal/100g. Cette farine est de plus en plus utilisée par de nombreuses structures de développement (ONG ASBEF, Plan International, CCF, Agence d'Exécution du Programme Nationale de Nutrition). De plus, un contrat de distribution de cette farine est en cours de négociation avec un réseau de pharmaciens.

108. Association Mil/jatropha. Le PAFA en partenariat avec la coopérative des producteurs de Jatropha a mis en œuvre un programme d'association mil/jatropha sur 200 ha dans le village de recasement des lépreux de Koutal Malick Ndiaye. Ce qui permet d'améliorer la fertilité des sols et d'augmenter les revenus des producteurs par la diversification de leurs sources de revenus.

109. Gestion communautaire du matériel agricole. Compte tenu des difficultés d'accès des producteurs au matériel agricole, le projet a appuyé la mise en place en 2012 d'un système de gestion communautaire du matériel agricole. Il consiste à mettre un lot de matériels (semoirs et houes) au niveau des OP porteuses des SPAM sur la base d'un calendrier convenu. Dans ce système, le comité de gestion met à la disposition des ménages le matériel requis. Cette initiative a permis à des groupements de femmes et de jeunes ruraux de disposer de matériels agricoles et de pouvoir semer conformément au calendrier agricole et en respectant les itinéraires techniques.